

# POSITION DU HCR SUR LA QUALIFICATION DE LA LIBYE EN TANT QUE PAYS TIERS SÛR ET EN TANT QUE LIEU DE DÉBARQUEMENT SÛR APRÈS UN SAUVETAGE EN MER

Septembre 2020

Introduction .....	1
Situation des ressortissants de pays tiers (y compris demandeurs d'asile, réfugiés et migrants).....	3
Situation humanitaire .....	15
Besoins de protection internationale des ressortissants de pays tiers quittant la Libye ou la traversant..	21
La Libye en tant que pays d'asile .....	21
Qualification de la Libye en tant que pays tiers sûr.....	21
Qualification de la Libye en tant que lieu de débarquement sûr après un sauvetage en mer .....	22

## Introduction

1. Le présent document actualise et remplace les orientations du HCR sur les étrangers en Libye énoncées dans le document *Position du HCR sur les retours en Libye – Mise à jour II* publié en septembre 2018 ; toutefois, les orientations du HCR concernant les ressortissants libyens et les résidents habituels telles que prévues dans la position de septembre 2018 restent valables<sup>1</sup>. Il s'appuie sur les informations disponibles au 15 août 2020, sauf indication contraire.
2. La situation actuelle en Libye est caractérisée par une fragmentation politique et militaire, des hostilités armées entre les forces du Gouvernement d'Union Nationale (Government of National Accord, GNA) et les Forces Armées Arabes Libyennes (LAAF) commandées par le Général Khalifa Haftar, la prolifération de groupes armés et un climat général de non-droit, ainsi que par une détérioration de la situation des droits de l'homme<sup>2</sup>. Depuis 2014, les conflits armés prolongés entre groupes armés rivaux

<sup>1</sup> HCR, *Position du HCR sur les retours en Libye – Mise à jour II*, septembre 2018, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opensslpdf.pdf?reldoc=y&docid=5c6a9e8e4>.

<sup>2</sup> "The conflict has since escalated into a dangerous and potentially endless proxy war fueled by cynical foreign powers that has now widened geographically with civilians paying the highest price" (Le conflit a depuis dégénéré en une guerre par procuration dangereuse et potentiellement sans fin, alimentée par des puissances étrangères cyniques, qui s'est maintenant étendue à d'autres régions, les civils payant le prix fort) ; Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), *One Year of Destructive War in Libya, UNSMIL Renews Calls for Immediate Cessation of Hostilities and Unity to Combat COVID-19*, 4 avril 2020, <https://bit.ly/2XJO1dT>. Voir aussi Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU), *As Foreign Interference in Libya Reaches Unprecedented Levels, Secretary-General Warns Security Council 'Time Is Not on Our Side', Urges End to Stalemate*, 8 juillet 2020, SC/14243, <https://bit.ly/3frs763> ; Council on Foreign Relations (CFR), *Civil War in Libya*, mise à jour du 13 août 2020, <https://on.cfr.org/3h1OBFY> ; Al Jazeera, *The Unfolding Geopolitical Power Play in War-Torn Libya*, 19 juin 2020, 19 juin 2020, <https://bit.ly/3f6cbqg> ; African Center for Strategic Studies, *Geostrategic Dimensions of Libya's Civil War*, 18 mai 2020, <https://bit.ly/3qC9Bce> ; Human Rights Watch (HRW), *Despite Covid-19, Libya War Rages, with Civilians at Risk*, 7 mai 2020, <https://bit.ly/2Mh2Krq> ; Foreign Policy, *The Libyan Civil War Is About to Get Worse*, 18 Mars 2020, <https://bit.ly/2ZIXTHz>. Le Global Peace Index 2019 a classé la Libye au 7<sup>ème</sup> rang des pays les moins pacifiques du monde ; Institute for Economics and Peace, *Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World*, 11 juin 2020, <https://bit.ly/38z35QC>, p. 9. Après la découverte de huit fosses communes autour de Tarhouna lors de la récente offensive, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution autorisant une mission d'enquête sur les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire depuis 2016 ; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), *Human Rights Council Adopts 13 Resolutions; Requests the Establishment and Dispatch of a Fact-Finding Mission to Libya*, 22 juin 2020, <https://shar.es/abWexo>.

ont provoqué un grand nombre de victimes civiles<sup>3</sup>, entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes<sup>4</sup>, perturbé l'accès des populations aux services et aux moyens de subsistance de base, et détruit les infrastructures vitales<sup>5</sup>. En 2019, les conflits armés et l'instabilité politique ont eu un impact direct sur la vie d'un quart de la population<sup>6</sup>. L'insécurité et le manque de gouvernance ont favorisé le développement d'activités illicites, permettant la corruption<sup>7</sup>, le trafic de personnes et la traite des êtres humains, ce qui a accru l'instabilité dans le pays<sup>8</sup>. Le conflit armé a touché les grandes villes, y compris Tripoli, la capitale, et les actes de violence persistent dans de nombreuses régions du pays<sup>9</sup>. En mai 2020, le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye a exprimé la crainte que le conflit « s'envenime, s'enlise et dégénère. »<sup>10</sup> De multiples initiatives de cessez-le-feu n'ont pas réussi à l'endiguer<sup>11</sup>.

3. Le 4 avril 2019, Khalifa Haftar, aux commandes de l'Armée Nationale Libyenne (ANL), a lancé une offensive militaire pour s'emparer de la région occidentale de la Libye et de sa capitale, Tripoli, occupée par le GNA reconnue par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Au moment de la rédaction du présent document, le GNA avait repris le contrôle des villes de Tripoli et de Tarhouna et s'est étendu

<sup>3</sup> « Between 1 April and 30 June 2020, UNSMIL documented at least 358 civilian casualties (106 deaths and 252 injuries). This figure represents an overall increase in civilian casualties of 173 per cent compared to the preceding period in the first quarter of 2020[1] with a 65 per cent increase in deaths and 276% increase in injuries. The victims include 261 men (deaths and injuries), 45 women (deaths and injuries), 44 boys (deaths and injuries), and eight girls. Ground fighting was the leading cause of civilian casualties, followed by explosive remnants of war, and airstrikes.» (Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 2020, la MANUL a recensé au moins 358 victimes civiles (106 morts et 252 blessés). Ce chiffre représente une augmentation globale du nombre de victimes civiles de 173 % par rapport à la période précédente au cours du premier trimestre 2020[1] avec une augmentation de 65 % du nombre de décès et de 276 % du nombre de blessés. Parmi les victimes, on compte 261 hommes (morts et blessés), 45 femmes (morts et blessés), 44 garçons et 8 filles (morts et blessés). Les combats au sol ont été la principale cause des pertes civiles, suivis des restes explosifs de guerre et des frappes aériennes.) En raison des limitations imposées quant à l'accès aux zones touchées par le conflit et au flux d'informations provenant de ces zones, le nombre réel de victimes devrait être sensiblement plus élevé ; MANUL, *Civilian Casualties Report 1 April - 30 June 2020*, 29 juillet 2020, <https://bit.ly/33iCczP>. Pour des données actualisées sur le nombre de victimes : <https://unsmil.unmissions.org/human-rights-report-civilian-casualties->

<sup>4</sup> En juin 2020, on estimait que plus de 424 000 Libyens étaient toujours déplacés à l'intérieur du pays. L'insécurité était toujours la principale cause de déplacement et la détérioration des conditions économiques en était un des facteurs. La plupart des récents déplacements avaient pour cause principale une augmentation des cas de conflits armés à l'ouest de la Libye. On estime que près de 456 000 PDI ont regagné leur foyer en juin 2020 ; Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Displacement Tracking Matrix (DTM), Libya IDP and Returnee Report : Mobility Tracking Round 31 | (May – June 2020)*, 13 août 2020, <https://bit.ly/3q2aaek>, pp. 4, 10. Voir aussi UN News, *Time Is Running Out for Libya, UN Chief Warns Security Council*, 8 juillet 2020, <https://shar.es/ab5tjJ>.

<sup>5</sup> Voir plus bas « Situation humanitaire ».

<sup>6</sup> Près de 1,8 million de personnes ; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2020 : Libye*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf) (ci-après : OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 5.

<sup>7</sup> La Libye figure au 168<sup>e</sup> rang sur 180 pays du monde dans l'indice de perception de la corruption de la corruption de Transparency International pour 2019 ; Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2019*, 23 January 2020, <http://www.transparency.org/cpi2019>. Voir aussi New York Times, *A Police State with an Islamist Twist: Inside Haftar's Libya*, 20 février 2020, <https://nyti.ms/2LIASw6>.

<sup>8</sup> « La traite d'êtres humains et le trafic de migrants, qui se sont considérablement réduits par rapport aux cycles précédents, continuent de financer des réseaux qui alimentent l'instabilité » ; Conseil de sécurité de l'ONU, *Lettre datée du 29 novembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité*, 9 décembre 2019, S/2019/914, <https://undocs.org/fr/S/2019/914>, p. 2. Selon la MANUL / HCDH, « les migrants et les réfugiés restent particulièrement exposés à la traite ou au risque d'être vendus à des passeurs, y compris à des fins d'exploitation sexuelle » ; Assemblée générale de l'ONU, *Situation des droits de l'homme en Libye et efficacité des mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités dont le Gouvernement libyen a bénéficié*, 23 janvier 2020, A/HRC/43/75, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75> (ci-après : Assemblée générale de l'ONU, *Situation des droits de l'homme en Libye*, 23 janvier 2020, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75>, para. 41. Voir aussi, Middle East Eye, *Libya's People-Smuggling Militias Return just in Time for Migrant Season*, 22 avril 2020, <https://bit.ly/35QBkBL> ; Reuters, *Trafficking Risk High for Hundreds of Migrants Sent Back to Libya*, 15 janvier 2020, <https://reut.rs/3fCtjW>.

<sup>9</sup> The Guardian, *End of Tripoli Siege Raises Fears of Full-Scale Proxy War in Libya*, 26 juin 2020, <https://bit.ly/3fa37ku> ; France 24, *Pro-Haftar Powers 'Looking for Alternatives' after Opponents Seize All of Western Libya*, 10 juin 2020, <https://bit.ly/3d6tkOQ> ; Al Jazeera, *What's Behind GNA's Decision to Launch Offensive to Seize Sirte?*, 9 juin 2020, <https://bit.ly/3d8kLDI> ; MANUL, *UNSMIL Statement on Recent Developments in Libya*, 7 juin 2020, <https://bit.ly/2UORtmZ> ; Al Jazeera, *Libyan Government Forces Seize Haftar Stronghold Tarhouna*, 5 juin 2020, <https://bit.ly/2UN4w8e>.

<sup>10</sup> CSNU, *Despite Calls for Libyan National Army Ceasefire Amid COVID-19 Pandemic, Unabated Fighting Could Push Libya to New Depths of Violence, Acting Special Representative Warns Security Council*, 19 mai 2020, <https://www.un.org/press/en/2020/sc14190.doc.htm>

<sup>11</sup> L'ANL, affiliée à la Chambre des représentants basée à Tobrouk, a soutenu un plan de cessez-le-feu proposé par l'Égypte en début juin 2020, mais le GNA a plutôt lancé son offensive contre Syrte, en recourant à des frappes aériennes et à des unités terrestres ; Al Jazeera, *Libya: GNA Says Sirte Offensive Launched as Haftar Backs Truce*, 7 juin 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/6/7/libya-gna-says-sirte-offensive-launched-as-haftar-backs-truce> « Malgré les appels répétés en faveur d'un cessez-le-feu, notamment par le Secrétaire général des Nations Unies, les hostilités se poursuivent sans interruption, entravant ainsi l'accès et la distribution d'une assistance humanitaire essentielle » ; OCHA et al., *Déclaration commune sur la Libye*, 13 mai 2020, <https://www.unicef.fr/article/covid-19-declaration-commune-sur-la-libye>.

vers l'est, en direction de Syrte<sup>12</sup>. La recrudescence de la violence en 2020 avait entraîné le déplacement de 27 750 personnes au 22 juin 2020<sup>13</sup>. La présence importante de mines terrestres antipersonnel et d'engins explosifs improvisés (EEI) dans les régions voisines du sud de Tripoli représente un risque majeur pour la sécurité et empêche le retour des personnes déplacées dans leurs foyers<sup>14</sup>.

## Situation des ressortissants de pays tiers (y compris des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants)

4. La Libye n'est pas signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni à son Protocole<sup>15</sup>. Elle a cependant ratifié la Convention de 1969 de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (Convention de l'OUA)<sup>16</sup> et est également signataire de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (« Charte de Banjul »)<sup>17</sup>. Alors que le droit d'asile est prévu à l'Article 10 de la Déclaration constitutionnelle par intérim de 2011<sup>18</sup>, il n'y a pas en Libye de législation relative à l'asile ou de procédure d'asile établie<sup>19</sup>. En conséquence, tous les non-Libyens, quel que soit leur statut ou leurs besoins de protection, relèvent des lois nationales en matière d'immigration, y compris les demandeurs d'asile et les réfugiés<sup>20</sup>. Les lois libyennes en vigueur

<sup>12</sup> «The UN remains concerned about a possible humanitarian disaster should the current escalation and mobilization around Sirte lead to military operations. The lives of more than 125,000 people in and around Sirte are at great risk» (L'ONU s'inquiète d'une éventuelle catastrophe pour l'humanité si l'escalade et la mobilisation actuelles autour de Syrte conduisent à des opérations militaires. La vie de plus de 125 000 personnes à Syrte et dans ses environs est en grand danger) ; BCAF, Daily Noon Briefing Highlights: Libya – Pakistan, 3 août 2020, <https://bit.ly/3h2XYLI>. Voir aussi Financial Times, UN Says 'Huge Risk' of Regional War in Conflict-Riven Libya, 27 juillet 2020, <https://on.ft.com/2DMwn31> ; Al Jazeera, Libya: GNA Fighters Head for Front as Battle for Sirte Looms, 18 juillet 2020, <https://bit.ly/2XU4Bsg> ; Jamestown Foundation, In Libyan Quagmire, Front Shifts East From Tripoli to Sirte, 11 juin 2020, <https://bit.ly/30QHGzS> ; Al Jazeera, Timeline: Haftar's Months-Long Offensive to Seize Tripoli, 19 février 2020, <https://bit.ly/2LCAaAu>.

<sup>13</sup> BCAF, Libya: Tarhuna and Sirt Flash Update No. 2, 22 juin 2020, <https://bit.ly/3iK2MHi>. « D'après les nouveaux éléments de preuve obtenus par Amnesty International, des crimes de guerre et d'autres violations des droits humains ont sans doute été commis entre le 13 avril et le 1<sup>er</sup> juin [2020] par les parties au conflit en Libye, dans le cadre de la recrudescence des affrontements près de Tripoli qui se sont caractérisés par des pillages, des attaques menées sans discernement et des mines terrestres antipersonnel placées dans des bâtiments civils ; Amnesty International, Libye. Il faut enquêter sur les attaques menées à titre de représailles contre les civils et y mettre un terme, 5 juin 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/06/libya-retaliatory-attacks-against-civilians-must-be-halted-and-investigated/> Voir aussi HRW, Libya: Apparent War Crimes in Tripoli, 16 juin 2020, <https://bit.ly/2Ab16GF>.

<sup>14</sup> HRW, Libya: Landmines Left After Armed Group Withdraws, 3 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2030785.html>; MANUL, UNSMIL Condemns the Use of Improvised Explosive Devices Against the Civilians in Ain Zara and Salahuddin in Tripoli, 25 mai 2020, <https://bit.ly/335psuD>.

<sup>15</sup> Assemblée générale de l'ONU, Convention relative au statut des réfugiés, 28 juillet 1951, Nations Unies, Recueil des Traités, Vol. 189, <https://treaties.un.org/doc/Publication/MTDGS/Volume%20I/Chapter%20V/v-2.fr.pdf> p. 137; Protocole relatif au statut des réfugiés, 31 janvier 1967, Nations Unies, Recueil des Traités, Vol. 606, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4c064ca02>, p. 267.

<sup>16</sup> Bien que la Libye soit partie à la Convention de l'OUA, elle n'a pas adopté de législation nationale pour la faire appliquer ; Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (« Convention OUA »), 10 septembre 1969, 1001 Recueil des Traités des Nations Unies 45, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=488f08be2>.

<sup>17</sup> Voir l'article 12(3) concernant le droit de rechercher et de recevoir l'asile conformément à la loi de chaque pays membre et aux conventions internationales ; OUA, Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (« Charte de Banjul »), 27 juin 1981, CAB/LEG/67/3 rev. 5, 21 I.L.M. 58 (1982), <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=493f8882>. En 2004, la Libye a également ratifié des protocoles internationaux relatifs à la traite d'êtres humains et au trafic de migrants, notamment : Assemblée générale de l'ONU, Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 15 novembre 2000, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4891c2352> ; Assemblée générale de l'ONU, Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 15 novembre 2000, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4891c27e2>.

<sup>18</sup> L'Article 10 de la Déclaration constitutionnelle de 2011 dispose : « L'État garantit le droit des réfugiés conformément à la loi. Il est interdit d'extrader les réfugiés politiques » ; Libye. Déclaration constitutionnelle, 3 août 2011, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ly2011.htm>.

<sup>19</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, Lettre datée du 29 novembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité, 9 décembre 2019, S/2019/914, <https://undocs.org/fr/S/2019/914>, note de bas de page 32 ; HCR, UNHCR Submission for the Universal Periodic Review – Libya – UPR 36<sup>th</sup> Session, octobre 2019, [www.refworld.org/docid/5e1749392.html](http://www.refworld.org/docid/5e1749392.html), pp. 1-2. Voir aussi Médecins Sans Frontières (MSF), Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP>.

<sup>20</sup> «Libya lacks a legal framework that can organise the migration and refugee situation, despite historically being a host country. With no legislation recognising refugee status and a law that criminalizes the illegal entry, exit and departure, refugees and migrants lack basic legal safeguards and are forced into the fringes of society» (La Libye ne dispose pas d'un cadre juridique permettant de réguler la situation des migrations et des réfugiés,

pénalisent tous les mouvements irréguliers d'entrée, de séjour ou de sortie, par exemple sans les documents appropriés ou par des postes-frontière non officiels, sans distinction entre les demandeurs d'asile/réfugiés, migrants ou victimes de traite<sup>21</sup>. Ces violations de la loi sont punies d'une peine de prison d'une durée indéterminée assortie de « travaux forcés » ou d'une amende d'environ 1 000 dinars libyens (730 USD), et d'expulsion une fois la peine purgée<sup>22</sup>. Les ressortissants de pays tiers qui ont été expulsés de Libye ne sont pas autorisés à y revenir sans une décision du Directeur de la Direction Générale des Passeports et de la Nationalité et des Affaires étrangères<sup>23</sup>.

5. Depuis le 1<sup>er</sup> août 2020, le HCR en Libye a enregistré 46 823 demandeurs d'asile et réfugiés<sup>24</sup>. En plus des demandeurs d'asile et des réfugiés enregistrés par le HCR, il existe des ressortissants de pays tiers ou bien des apatrides qui ont besoin d'une protection internationale et qui n'ont pas été enregistrés par le HCR<sup>25</sup>. En avril 2020, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a enregistré au moins 625 600 ressortissants de pays tiers, y compris des réfugiés et demandeurs d'asile, résidant en Libye<sup>26</sup>.
6. Les demandeurs d'asile, réfugiés et migrants qui transitent par la Libye ou bien qui y demeurent sont en situation de vulnérabilité particulière dans le contexte d'instabilité de la situation sécuritaire<sup>27</sup>,

*même si elle est historiquement un pays d'accueil. En l'absence de législation reconnaissant le statut de réfugié et d'une loi qui pénalise les entrées, sorties et départs illégaux, les réfugiés et les migrants ne bénéficient pas des garanties juridiques fondamentales et sont contraints de rester en marge de la société* ; Open Democracy, *Locked Up with no Escape: Refugees and Migrants in Libya Face Bombs, Virus and Everything in Between*, 18 mai 2020, <https://bit.ly/2TlknEt>.

<sup>21</sup> "The government arrested, detained, or otherwise punished victims for unlawful acts traffickers compelled them to commit, such as immigration and prostitution violations and alleged affiliation to armed groups" (Le gouvernement a arrêté, emprisonné ou puni d'une autre manière les victimes pour des actes illégaux que les trafiquants les ont obligées à commettre, tels que des infractions en matière d'immigration et de prostitution et une présumée affiliation à des groupes armés) ; US Department of State, *2020 Trafficking in Persons Report: Libya*, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html>.

<sup>22</sup> Les dispositions relatives à la détention de non-ressortissants pour des infractions en matière d'immigration sont contenues dans deux textes de loi : la Loi n° 6 (1987) sur la Réglementation de l'entrée, du séjour et de la sortie des ressortissants étrangers en Libye, telle qu'amendée par la Loi n°2 (2004) [Law No. 6 (1987) Regulating Entry, Residence and Exit of Foreign Nationals to/from Libya as amended by Law No. (2004)], disponible ici : <https://bit.ly/2M3D96V> and <https://bit.ly/2nnd98C> ; la Loi n°19 de 2010 sur la Lutte contre les migrations irrégulières (Law No. 19 of 2010 on Combating Irregular Migration), disponible ici : <https://bit.ly/2KBzlll>. "Although Law 19 remains widely unimplemented today, it continues to feed a culture of systematic abuse including the arbitrary and unlawful detention of migrants and refugees in the country" (Bien que la loi 19 reste largement inappliquée aujourd'hui, une culture d'abus systématique continue de se développer, notamment la détention arbitraire et illégale de migrants et de réfugiés dans le pays) ; Open Democracy, *Locked Up with no Escape: Refugees and Migrants in Libya Face Bombs, Virus and Everything in Between*, 18 mai 2020, <https://bit.ly/2TlknEt>. Voir aussi Mixed Migration Centre (MMC), *What Makes Refugees and Migrants Vulnerable to Detention in Libya*, décembre 2019, <https://bit.ly/2Aebwn9>, pp. 7-8. Pour les expulsions collectives du sud-est et du sud de la Libye, voir plus bas le para. 16.

<sup>23</sup> Libye, *Loi n° 6 (1987) sur la Réglementation de l'entrée, du séjour et de la sortie des ressortissants étrangers en Libye, telle qu'amendée par la Loi n°2 (2004)* [Law No. 6 (1987) Regulating Entry, Residence and Exit of Foreign Nationals to/from Libya as amended by Law No. (2004)], <https://bit.ly/2M3D96V>, Article 18.

<sup>24</sup> Parmi ceux-ci, 34 % sont des Syriens, suivis par les Soudanais (32 %), les Érythréens (12 %) et les Palestiniens (10 %). Les autres comptent des Somaliens, des Irakiens, des Sud-Soudanais et des Yéménites. La plupart (72 %) réside à Tripoli, Aljāra et Misrata. Pour des données actualisées : HCR, *Libya: Statistical Dashboard*, dernière mise à jour le 1<sup>er</sup> août 2020, <https://data2.unhcr.org/en/dataviz/105?sv=0&geo=666>. Le HCR enregistre les personnes relevant de sa compétence dans son Bureau d'enregistrement de Serraj à Tripoli et dans les centres de détention. Au moment de la rédaction du présent document, l'enregistrement dans les centres de détention a été suspendu en raison des contraintes d'accès liées à la COVID-19 et le HCR ne procède qu'à un enregistrement d'urgence au Bureau d'enregistrement de Serraj à Tripoli. Entre janvier et le 12 août 2020, le HCR a enregistré plus de 4 300 réfugiés et demandeurs d'asile ; HCR, *UNHCR Update: Libya*, 14 août 2020, <https://bit.ly/3iQTyZb>, p. 1.

<sup>25</sup> Dans les faits, les autorités libyennes ne reconnaissent le droit à bénéficier d'une protection internationale qu'à des personnes ayant la nationalité de neuf pays désignés. En conséquence, le HCR a enregistré comme personnes relevant de sa compétence uniquement des ressortissants de ces neuf pays, à savoir l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Irak, la Palestine, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen. En dehors des neuf nationalités, le HCR enregistre exceptionnellement peu de personnes issues de pays générateurs de réfugiés, comme le Mali, le Burkina Faso et le nord-ouest et le nord-est du Nigeria, et, indépendamment de leur nationalité, des personnes présentant des profils de demande particuliers, comme des personnes d'orientations et/ou d'identités sexuelles différentes, des survivants de violences sexuelles et fondées sur le genre et des survivants et victimes de la traite. Le HCR continue de plaider pour l'enregistrement de toutes les personnes sollicitant une protection internationale, indépendamment de leur nationalité, et appelle à la coopération de tous les partenaires pour garantir la qualité des aiguillages vers le HCR.

<sup>26</sup> Les cinq premiers pays d'origine identifiés sont le Niger, l'Égypte, le Tchad, le Soudan et le Ghana, et 72 % de la population migrante en Libye en est originaire. Les femmes en représentent environ 11 % et les enfants 7 %. Il a été rapporté que 26 % des enfants étaient non accompagnés. Les migrants ont été identifiés dans toutes les municipalités de la Libye, les plus grandes populations étant présentes dans la région de Tripoli, suivie de la région d'Ejdabia (est de la Libye) et de la région de Murzuq (sud de la Libye) ; OIM, *Displacement Tracking Matrix (DTM), Libya's Migrant Report Round 30 (March - April 2020)*, 29 juin 2020, <https://bit.ly/2ZBhmYZ>.

<sup>27</sup> "Protection risks are most significant for refugee and migrants, compared to other groups of concern. Risks include unlawful killings, torture, sexual and gender-based violence (SGBV), arbitrary detention, forced labour and extortion" (Les risques de protection sont plus importants pour les

d'effondrement général de l'État de droit et des structures gouvernementales, et de détérioration des conditions socio-économiques<sup>28</sup>. La majorité des demandeurs d'asile, réfugiés et migrants n'ont pas de visas d'entrée valides ni d'accès à des titres de résidence, et ils risquent fortement d'être arrêtés et placés en détention pour séjour irrégulier<sup>29</sup>. En raison de leur statut irrégulier, de l'absence de documents officiels<sup>30</sup> et de pratiques discriminatoires généralisées (particulièrement contre les personnes venant de pays situés au sud du Sahara)<sup>31</sup>, beaucoup, dont des ressortissants non arabes, sont exclus des mécanismes de sécurité sociale mis à la disposition des Libyens en situation de vulnérabilité par le ministère des Affaires sociales. Ils ont du mal à accéder aux services de base et à l'emploi, avec pour conséquence de mauvaises conditions de vie et une vulnérabilité accrue<sup>32</sup>.

7. Même si aucun accès spécifique aux services d'éducation ou de santé n'est accordé sur la base de la possession d'un certificat de demandeur d'asile ou de réfugié du HCR, dans la pratique, cet accès peut être plus probable pour ceux qui détiennent des documents du HCR, en fonction de la localité et de l'autorité concernées. Les personnes relevant de la compétence du HCR et originaires de pays arabes,

*réfugiés et les migrants, par rapport à d'autres groupes relevant de la compétence du HCR. Ces risques comprennent les exécutions illégales, la torture, la violence sexuelle et fondée sur le genre (SGBV), la détention arbitraire, le travail forcé et l'extorsion*; BCAF, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 6. Voir aussi The New Humanitarian, *As War Drags On, Troubles Mount for Libya's Coast Guard and Migrant Detention Centres*, 26 février 2020, <https://bit.ly/2Wstn2D>; HRW, *Libya: Reckless Fighting Endangers Civilians*, 14 janvier 2020, <https://bit.ly/2U86ftc>; InfoMigrants, *Migrant Situation Deteriorating in Libya*, IOM Says, 4 décembre 2019, <https://bit.ly/2LoXSQy>.

<sup>28</sup> "The ongoing conflict and the current pandemic further weakened the already tenuous economic situation in Libya" (*Le conflit et l'actuelle pandémie ont davantage détérioré la situation économique déjà précaire en Libye*); Conseil de sécurité de l'ONU, *Mission d'appui des Nations Unies en Libye - Rapport du Secrétaire général*, 5 mai 2020, S/2020/360, [www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S\\_2020\\_360\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S_2020_360_E.pdf) (ci-après : Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général*, 5 mai 2020, [http://www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S\\_2020\\_360\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S_2020_360_E.pdf)), para. 6. "While the UN Development Programme's 2019 Human Development Index categorizes Libya as a 'high' human development country, its ranking has fallen 43 places from 67th in 2010 to 110th in 2019, making it the largest drop in HDI rankings globally. This drop in performance is felt by Libya's people mainly through the collapse of public services, especially education and health, higher prices through cuts to food and fuel subsidies, conflict-related loss of shelter and livelihoods and major setbacks in ensuring the safety of citizens and the rule of law" (L'indice de développement humain 2019 du Programme des Nations Unies pour le développement classe la Libye comme un pays à développement humain "élevé", mais le pays a perdu 43 places, passant de la 67<sup>e</sup> place en 2010 à la 110<sup>e</sup> en 2019, ce qui en fait la plus forte baisse dans le monde en termes de classement IDH. Cette baisse de performance affecte la population libyenne du fait notamment de l'effondrement des services publics, en particulier l'éducation et la santé, de la hausse des prix due à la réduction des subventions alimentaires et pétrolières, de la perte de logement et de moyens de subsistance liée au conflit et des revers majeurs dans la garantie de la sécurité des citoyens et de l'État de droit); BCAF, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 9. L'impunité et l'absence d'État de droit font que les violations des droits de l'homme commises par des acteurs tant étatiques que non étatiques, y compris à l'encontre de ressortissants étrangers, restent souvent impunies; Assemblée générale de l'ONU, *Situation of Human Rights in Libya*, 23 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024860/A\\_HRC\\_43\\_75\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024860/A_HRC_43_75_E.pdf), para. 36. Voir aussi HCR, *Libya: Humanitarian Crisis Worsening amid Deepening Conflict and COVID-19 Threat*, 3 avril 2020, <https://bit.ly/2Zq8Pfh>; The New Humanitarian, *As War Drags On, Troubles Mount for Libya's Coast Guard and Migrant Detention Centres*, 26 février 2020, <https://bit.ly/2Wstn2D>; Al Jazeera, *Libya Faces 'Catastrophic Financial Crisis' Due to Oil Blockade*, 16 février 2020, <https://bit.ly/3fJvp5V>. Voir aussi plus bas « *Situation humanitaire* ».

<sup>29</sup> "Libya's criminalization of irregular entry – and the failure of authorities to draw distinctions between different categories of migrants – has meant that all individuals arriving in the country without a permit are at risk of detention at any time." (*En raison de la criminalisation de l'entrée irrégulière en Libye, et de l'incapacité des autorités à établir des distinctions entre les différentes catégories de migrants, toute personne arrivant dans le pays sans permis est menacée de détention à tout moment*). Additionally, "Libyan law criminalizes irregular migration, [and] migrants and asylum seekers are often hesitant to report abuse to Libyan authorities" (*En outre, la loi libyenne criminalise la migration irrégulière, [et] les migrants et les demandeurs d'asile hésitent souvent à signaler les abus aux autorités libyennes*); MMC, *What Makes Refugees and Migrants Vulnerable to Detention in Libya*, Décembre 2019, <https://bit.ly/2Aebwn9>, pp. 8, 10. Voir aussi MSF, *Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya*, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP>.

<sup>30</sup> "Inability to access essential services is also linked to lack of civil documentation. (...) Additional barriers exist for migrants and refugees in accessing basic services. Around 13 per cent of migrants and refugees reported being denied treatment at health facilities, while 25 per cent reported not being able to access education due to lack of documents, language barriers and discrimination" (*L'accès aux services de base est également difficile à cause du manque de documents d'état civil. (...) Les migrants et les réfugiés se heurtent à beaucoup d'autres obstacles pour avoir accès aux services de base. Environ 13 % des migrants et des réfugiés ont déclaré être privés de traitement dans les établissements de santé, tandis que 25 % ont déclaré ne pas pouvoir accéder à l'éducation en raison du manque de documents, des barrières linguistiques et de la discrimination*); BCAF, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 21-22.

<sup>31</sup> "Human rights groups have documented racial discrimination and xenophobia against sub-Saharan African refugees and migrants in Libya" (*Les groupes de défense des droits humains ont documenté la discrimination raciale et la xénophobie à l'encontre des réfugiés et des migrants d'Afrique subsaharienne vers la Libye*); MMC, *What Makes Refugees and Migrants Vulnerable to Detention in Libya*, décembre 2019, <https://bit.ly/2Aebwn9>, p. 16. "Asylum-seekers and refugees continue to be detained for long periods in inhumane conditions where serious human rights violations regularly occur, with individuals from Sub-Saharan Africa including the Horn of Africa countries at higher risk of harm due to discrimination and racism" (*Les demandeurs d'asile et les réfugiés sont toujours détenus pendant de longues périodes dans des conditions inhumaines et subissent régulièrement de graves violations des droits de l'homme, les personnes originaires d'Afrique subsaharienne, y compris des pays de la Corne de l'Afrique, étant plus vulnérables à la discrimination et au racisme*); HCR, *UNHCR Submission for the Universal Periodic Review – Libya – UPR 36th Session*, octobre 2019, <http://www.refworld.org/docid/5e1749392.html>, p. 2. Voir aussi Open Democracy, *Locked Up with no Escape: Refugees and Migrants in Libya Face Bombs, Virus and Everything in Between*, 18 mai 2020, <https://bit.ly/2TlknEt>.

<sup>32</sup> BCAF, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 5, 12, 17, 21. Voir aussi plus bas « *Situation humanitaire* ».

notamment l'Irak, la Palestine, le Soudan, la Syrie et le Yémen, ont par le passé eu accès à l'éducation et aux soins médicaux. Toutefois, il y a des raisons de penser que les enfants qui avaient auparavant accès à l'éducation formelle pourraient ne plus y avoir accès en raison d'une demande accrue de places scolaires de la part des enfants libyens déplacés par le conflit<sup>33</sup>. En matière de services de santé, le HCR et son partenaire, l'International Rescue Committee (IRC), préconisent un accès au cas par cas et s'efforcent d'élargir l'accès en général par le biais de programmes desservant à la fois les communautés d'accueil et les réfugiés<sup>34</sup>. Le HCR a observé une augmentation progressive du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile ayant besoin d'une aide humanitaire, notamment sous forme d'argent, de nourriture, d'articles non alimentaires et de soins médicaux.<sup>35</sup>

8. En fin 2018, le HCR et le ministère libyen de l'Intérieur ont ouvert un nouveau centre de rassemblement et de départ (GDF) comme site de transit pour accueillir les réfugiés sélectionnés pour une solution hors de Libye, en attendant leur évacuation. En janvier 2020, le HCR a annoncé la suspension des opérations au GDF, craignant qu'il ne devienne une cible militaire. Le HCR a déplacé et réinstallé des dizaines de réfugiés en situation de grande vulnérabilité, déjà identifiés pour la réinstallation ou l'évacuation vers des pays tiers, où ils ont trouvé un autre abri temporaire en attendant leur départ, tandis que des centaines d'autres ont été déplacés vers des régions urbaines<sup>36</sup>. Face au nombre élevé de réfugiés et de demandeurs d'asile dans les zones urbaines, le HCR a étendu ses programmes d'assistance et de protection en région urbaine depuis fin 2019<sup>37</sup>.
9. De nombreux demandeurs d'asile, réfugiés et migrants sont détenus ou gardés en captivité pendant des périodes variables, notamment à la suite d'une interception ou d'un sauvetage en mer ou, plus récemment, d'une interception sur terre, y compris près des frontières terrestres ou des points d'embarquement<sup>38</sup>. Plusieurs demandeurs d'asile, de réfugiés et de migrants sont détenus dans des

<sup>33</sup> Information HCR, août 2020.

<sup>34</sup> Par exemple, le HCR et l'International Rescue Committee (IRC) ont négocié avec les autorités municipales et sanitaires pour que les équipes médicales de l'IRC puissent opérer dans un centre de soins de santé primaires (CSSP) desservant à la fois les communautés d'accueil et les réfugiés dans la région de Gargareh, qui connaît une forte concentration de réfugiés. La formation du personnel médical et le soutien au CSSP sont désormais en place. Le CSSP fournit des services de santé généraux ainsi que des services en matière de santé reproductive, des soins prénataux, un soutien intégré aux victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre et un soutien psychosocial, afin de renforcer les services proposés par le Centre communautaire. Information HCR, août 2020.

<sup>35</sup> Information HCR, août 2020.

<sup>36</sup> « Malheureusement, le HCR n'a pas eu d'autre choix que de suspendre son travail au Centre de rassemblement et de départ à Tripoli après avoir appris que des exercices d'entraînement, impliquant des policiers et des militaires, se déroulaient à quelques mètres seulement des installations d'hébergement de demandeurs d'asile et de réfugiés », HCR, *Le HCR va suspendre ses activités au GDF à Tripoli du fait de l'insécurité*, 30 janvier 2020, [https://shar.es/aHFxa9](https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/1/5e32ed88a/hcr-va-suspendre-activites-gdf-tripoli-fait-linsecurite.html#:~:text=Le%20HCR%2C%20l'Agence%20des%20partenaires%20dans%20le%20contexte%20de; Voir aussi UN News, <i>Libya: UN Refugee Agency Deeply Concerned by Shelling Near Tripoli Facility</i>, 3 janvier 2020, <a href=) ; HCR, *UNHCR Expands Help to Refugees in Urban Areas in Libya, Reassesses Role of Gathering and Departure Facility*, 28 novembre 2019, <https://bit.ly/3cGqGzW>.

<sup>37</sup> Le HCR et d'autres acteurs humanitaires en Libye ont entrepris des efforts soutenus en vue d'accroître les possibilités d'assistance et de protection dans les zones urbaines, y compris pour les personnes libérées ou débarquées après avoir été interceptées ou sauvées en mer. Lorsqu'il a été possible d'organiser des libérations collectives à partir des centres de détention ou des transferts depuis le Centre de rassemblement et de départ, les personnes relevant de la compétence du HCR ont systématiquement bénéficié d'une aide en espèces et/ou en nature, y compris des soins médicaux, des articles non alimentaires et des kits d'hygiène pour soutenir la transition vers les milieux urbains. Les programmes d'aide en milieu urbain ont été étendus afin d'atteindre un plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile les plus vulnérables vivant dans les zones urbaines, y compris des initiatives incluant de l'argent en espèces ou d'autres formes de soutien telles que l'aide alimentaire. Les services de protection, notamment l'enregistrement, la documentation et les conseils et l'assistance juridiques, ont été renforcés, tandis que la vérification de l'éligibilité à des solutions telles que la réinstallation et l'évacuation vers des mécanismes de transit d'urgence (MTU) a été renforcée. La réinstallation en milieu urbain a plus que doublé entre 2018 et 2019 et elle continue d'augmenter ; Information HCR, août 2020. Voir aussi The New Humanitarian, *Anxiety and Uncertainty as UN Refugee Agency Halts Work at Libya Facility*, 31 janvier 2020, <https://bit.ly/2Zq5BWK> ; HCR, *Le HCR étend son aide aux réfugiés en milieu urbain en Libye, redéfinit le rôle du Centre de rassemblement et de départ*, 28 novembre 2019, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/11/5de0d5f1a/hcr-etend-aide-refugiés-milieu-urbain-libye-redéfinit-role-centre-rassemblement.html>.

<sup>38</sup> « The majority of migrants and refugees that attempted to leave by boat were returned to Libya, with the majority of those returned sent to detention, where humanitarian partners did not have full access to them » (La majorité des migrants et des réfugiés qui ont tenté de fuir par bateau ont été renvoyés en Libye, et la majorité des rapatriés ont été envoyés en détention, dans des endroits où les partenaires humanitaires ne pouvaient pas facilement les voir) ; BCAF, *Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020)*, 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTFAO>, p. 30. « The UN is concerned that over 5000 migrants and asylum seekers have been intercepted at sea this year and returned to Libya where they are frequently subjected to arbitrary detention, human rights violations and abuses » (L'ONU est préoccupée par le fait que plus de 5000 migrants et demandeurs d'asile ont été interceptés en mer cette année et renvoyés en Libye où ils sont régulièrement victimes de détention arbitraire, de violations des droits de l'homme et d'abus) ; MANUL, *On the One Year Anniversary of the Bloody Attack on the Tajoura Detention Centre, the UN Renews Its Call for the Closure of Migration Detention Centres and Accountability*, 2 juillet 2020, <https://bit.ly/38tSO88>. « The majority

centres de détention officiellement désignés et administrés par la Direction de lutte contre la migration illégale (DCIM)<sup>39</sup>. Certains sont transférés dans des établissements relevant du ministère de l'Intérieur qui servent de centres d'enquête après une opération de sauvetage ou d'interception en mer<sup>40</sup>. Beaucoup sont retenus en captivité lors de leur passage en Libye en provenance de pays voisins dans des lieux dirigés par des factions armées et des réseaux criminels, notamment dans des entrepôts et des fermes<sup>41</sup>. Malgré la baisse du nombre de personnes détenues dans les centres de détention gérés par la DCIM au cours de l'année 2019 et au début de l'année 2020, au moment de la rédaction du présent document, ce nombre est revenu à la hausse<sup>42</sup>. Au 7 août 2020, le HCR estime que

*of those disembarked in Libya continued to be brought to detention centres often located in close proximity to the fighting and in compounds controlled by armed groups* (La majorité des personnes débarquées en Libye continuent d'être placées dans des centres de détention souvent proches des lieux de combat et dans des camps contrôlés par des groupes armés.) ; Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies tient un dialogue interactif sur la situation des droits humains en Lybie (Human Rights Council Holds Interactive Dialogue on the Situation of Human Rights in Libya)*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/2YFtPeP>. "Thousands of Libyans are held across the country by the interior, defense, and justice ministries of competing authorities in long-term arbitrary detention without charge (Des milliers de Libyens sont maintenus en détention arbitraire prolongée dans le pays par les ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Justice en l'absence de chefs d'accusation)"; HRW, *Libya: Detainees at Risk of Coronavirus Spread*, 29 mars 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2027295.html> "A recent study found that ten per cent of migrants surveyed between May 2017 and June 2019 reported being detained in Libya, and the proportion of respondents experiencing detention increased over time. Those migrants seeking to move to Europe were twice as likely to be detained as those seeking to remain in Libya. In 2019, more than 9,000 migrants and refugees have been returned to Libya by the Libyan Coast Guard after being rescued or intercepted at sea, many of whom are returned to detention" (Selon une étude récente, dix pour cent des migrants interrogés entre mai 2017 et juin 2019 ont déclaré avoir été détenus en Libye, et la proportion de répondants se trouvant dans cette situation a augmenté avec le temps. Les migrants cherchant à se rendre en Europe étaient doublement exposés par rapport à ceux qui cherchaient à rester en Libye. En 2019, plus de 9 000 migrants et réfugiés ont été renvoyés en Libye par les garde-côtes libyens après avoir été secourus ou interceptés en mer, et beaucoup d'entre eux sont retournés en détention) ; BCAF, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-), p. 12. Voir aussi IRC, *Over 200 Children Stopped at Sea and Sent to Libyan Detention Centres; IRC Calls for Their Release*, 29 juillet 2020, <https://bit.ly/33pFnFM>.

<sup>39</sup> La DCIM a été créée en 2012 en tant que département du ministère de l'Intérieur du Gouvernement d'Union Nationale (GNA) basé à Tripoli, afin de lutter contre les flux migratoires irréguliers dans le pays. Il est chargé d'arrêter toute personne entrée irrégulièrement dans le pays, d'organiser l'expulsion des migrants en situation irrégulière et de gérer les centres de détention. La DCIM fournit régulièrement au HCR et à d'autres organismes des listes actualisées des centres de détention officiellement désignés et gérés par elle. Le HCR et l'OIM ont tous deux accès à ces installations et apportent un soutien, principalement des articles de première nécessité courants, et des services en matière de santé aux détenus. Note : les références à la DCIM dans le présent document concernent l'entité placée sous l'autorité de la GNA. En outre, il existe une DCIM affiliée au Ministère de l'Intérieur de la Chambre des Représentants basée à Tobrouk. Le HCR et ses partenaires, Première Urgence International et LibAid, surveillent les conditions de vie dans les centres de détention administrés par la DCIM située dans l'est de la Libye et fournissent des soins médicaux et des articles de première nécessité courants aux détenus ; Information HCR, août 2020.

<sup>40</sup> En plus des centres de détention officiellement désignés sous l'autorité de la DCIM, le HCR a reçu des informations selon lesquelles des personnes sauvées ou interceptées en mer ont été transférées dans des installations (centres de collecte de données et d'enquêtes) gérées par le ministère de l'Intérieur. Il n'y a pas de données disponibles sur les personnes détenues dans ces centres et le HCR et l'OIM n'y ont pas accès. Le sort des centaines de ressortissants de pays tiers disparus qui ont été transférés dans un établissement relevant du ministère de l'Intérieur après leur débarquement en Libye depuis janvier 2020 est préoccupant ; OIM, *IOM Alarmed by Return of Migrants to Libya from Maltese Waters*, 16 mars 2020, <https://bit.ly/2VlOy1h>. Voir aussi OIM, *Migrants Missing in Libya a Matter of Gravest Concern*, 17 avril 2020, <https://bit.ly/2BEyBAC>.

<sup>41</sup> "Armed groups throughout Libya hold thousands of men, women and children in prolonged arbitrary and unlawful detention and subject them to torture and other human rights abuses" (Des milliers d'hommes, de femmes et des enfants sont en détention arbitraire et illégale prolongée et subissent des tortures et d'autres violations des droits de l'homme) ; Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général*, 5 mai 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S\\_2020\\_360\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S_2020_360_E.pdf), para. 84. "Despite multiple requests, Libyan authorities have not provided any clear accounting as to the whereabouts of these people, or why they were taken to unofficial detention facilities. (...) Multiple credible reports from migrant communities in contact with IOM allege detainees are being handed over to smugglers and tortured in an effort to extort payments from their families, abuses that have been extensively documented by the media and UN agencies in the past" (Malgré les demandes, les autorités libyennes n'ont pas fourni de détails sur le lieu où se trouvent ces personnes, ni sur les raisons pour lesquelles elles ont été emmenées dans des centres de détention non officiels. (...) De nombreux rapports crédibles émanant de communautés de migrants en contact avec l'OIM affirment que des détenus sont remis à des passeurs et torturés dans le but d'extorquer de l'argent à leurs familles, des abus qui ont été largement documentés par les médias et les agences des Nations Unies par le passé) ; OIM, *Migrants Missing in Libya a Matter of Gravest Concern*, 17 avril 2020, <https://bit.ly/2BEyBAC>. Voir aussi OCHA et al., *Déclaration commune sur la Libye*, 13 mai 2020, <https://www.unicef.fr/article/covid-19-declaration-commune-sur-la-libye> ; MSF, *Refugees Tapped in Libya: Nowhere to Go but the Sea*, 15 janvier 2020, <https://bit.ly/38s4doU>.

<sup>42</sup> La baisse du nombre de demandeurs d'asile, de réfugiés et de migrants en détention jusqu'en mai 2020 est due à plusieurs facteurs, dont la réduction du nombre de tentatives de traversée de la Méditerranée, l'augmentation des libérations au débarquement, la fermeture des centres de détention près des lignes de front, les évacuations vers les MTU en Italie, au Niger et au Rwanda, et le plaidoyer de la communauté humanitaire en faveur de la libération en milieu urbain, les facteurs liés à la COVID-19, le manque de financement de la DCIM pour payer les services de restauration dans les centres de détention et l'expansion des réponses urbaines, notamment le traitement des solutions en dehors des centres de détention ; Information HCR, août 2020. "The number of people being held in state-run detention centers has nearly doubled in the last two months [May and June 2020], with more than 2,300 migrants and refugees in detention" (Le nombre de personnes détenues dans les centres de détention publics a presque doublé au cours des deux derniers mois [mai et juin 2020], avec plus de 2 300 migrants et réfugiés en détention) ; BCAF, *Libya Situation Report*, 8 juillet 2020, <https://bit.ly/3k1bjWS>, p. 2. En février 2020, des rapports indiquaient que le DCIM ne détenait plus tous les migrants, réfugiés ou demandeurs d'asile interceptés en raison du manque de nourriture ; The New Humanitarian, *As War Drags On, Troubles Mount for Libya's Coast Guard and Migrant Detention Centres*, 26 février 2020, <https://bit.ly/2Wstn2D>. Les conclusions de Berlin, adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 12 février 2020, précisent : "We urge all parties to end the practice of arbitrary detention and the Libyan authorities to establish alternative procedures to detention, especially for those in high-risk areas of conflict, and gradually close the detention centres for migrants and asylum seekers while simultaneously amending the Libyan legislative frameworks on migration and asylum to align them with international law and

2 500 ressortissants de pays tiers, dont 1 212 personnes relevant de la compétence du HCR, sont retenus dans les centres de détention gérés par la DCIM<sup>43</sup>. Entre janvier et avril 2020, des centaines de migrants renvoyés en Libye par les garde-côtes libyens (GCL) ont été portés disparus après leur débarquement<sup>44</sup>.

10. Dans tous les centres de détention, les conditions ne respectent pas les critères internationaux<sup>45</sup> et ont été décrites comme « épouvantables »<sup>46</sup>, « cruelles, inhumaines et dégradantes »<sup>47</sup>. Des décès en détention seraient dus à la violence, au suicide et à la maladie<sup>48</sup>. Les demandeurs d'asile, réfugiés et migrants, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, enfants compris<sup>49</sup>, seraient systématiquement victimes de torture et d'autres formes de mauvais traitements, y compris de viols et d'autres formes de

*internationally recognized standards and principles*” (Nous demandons aux parties de mettre fin à la pratique de la détention arbitraire et aux autorités libyennes d'établir des procédures alternatives au placement en détention, en particulier pour les personnes se trouvant dans des zones de conflit à haut risque, et de fermer progressivement les centres de détention pour les migrants et les demandeurs d'asile tout en modifiant simultanément les cadres législatifs libyens en matière de migration et d'asile pour les aligner sur le droit international et les normes et principes reconnus au niveau international) ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Résolution 2510 (2020), 12 février 2020, [https://undocs.org/S/RES/2510%20\(2020\)](https://undocs.org/S/RES/2510%20(2020)), para. 46.

<sup>43</sup> HCR, *UNHCR Update: Libya*, 7 août 2020, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/78157>; Voir aussi BCAF, *Libya Situation Report*, 8 juillet 2020, <https://bit.ly/3k1bjWS>, p. 2. “In 2019, over 3,562 individuals were registered in detention centres” (En 2019, plus de 3 562 personnes étaient enregistrées dans des centres de détention) ; HCR, *UNHCR Update: Libya*, 3 janvier 2020, <https://bit.ly/3739SRF>.

<sup>44</sup> « [L'OIM] exprime son inquiétude concernant le sort de certaines de migrants ramenés en Libye par les garde-côtes cette année [2020], et qui sont aujourd'hui introuvables » ; OIM, *Les migrants disparus en Libye sont sources de sérieuse inquiétude*, 17 avril 2020, <https://www.iom.int/fr/news/les-migrants-disparus-en-libye-sont-sources-de-serieuse-inquietude>. De même, en juin 2019, le HCDH a exhorté le GNA à retrouver les centaines de migrants qui avaient disparu après avoir été transférés par les garde-côtes libyens (GCL) au centre de détention d'Al-Khoms géré par la DCIM. Le HCDH a déclaré que la disparition des migrants était « préoccupante étant donné les informations selon lesquelles des migrants seraient vendus pour du travail forcé ou à des passeurs qui promettent un transit vers l'Europe. Selon certaines informations, certaines femmes auraient été vendues en vue d'une exploitation sexuelle » ; HCR, *Press Briefing Note on Libya*, 7 juin 2019, <https://shar.es/aHBPLB>; Voir aussi Global Initiative Against Transnational Organized Crime, *The Human Conveyor Belt Broken: Assessing the Collapse of the Human-Smuggling Industry in Libya and the Central Sahel*, mars 2019, <https://bit.ly/3dvHtGc>, p. 27.

<sup>45</sup> “DCIM-run detention facilities suffered from massive overcrowding, lack of basic infrastructure, dire sanitation problems, and food shortages. Detainees, including trafficking victims, had limited to no access to medical care, legal aid, and other forms of protective services” (Les centres de détention gérés par la DCIM ont connu une surpopulation massive, un manque d'infrastructures de base, de graves problèmes sanitaires et des pénuries alimentaires. Les détenus, y compris les victimes de la traite, n'avaient qu'un accès limité, voire inexistant, à des soins médicaux, à une assistance juridique et à d'autres formes de services de protection) ; US Department of State, *2020 Trafficking in Persons Report: Libya*, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html>; Voir aussi Cour pénale internationale (CPI), *Discours adressé au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à propos de la situation en Libye, en application de la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité*, 5 mai 2020, <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=200505-statement-prosecutor-unscc-libya&ln=fr> ; Assemblée générale de l'ONU, *Situation des droits de l'homme en Libye*, 23 janvier 2020, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75>, para. 30 ; MSF, *Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya*, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP>.

<sup>46</sup> “Meanwhile, the Libyan Coast Guard is continuing to turn vessels back to its shores, and place the intercepted migrants in arbitrary detention facilities where they face horrendous conditions including torture and ill-treatment, sexual violence, lack of health care and other human rights violations” (Pendant ce temps, les garde-côtes libyens continuent de renvoyer les navires sur ses côtes et de placer les migrants interceptés dans des centres de détention arbitraire où ils vivent dans des conditions horribles et subissent des actes de torture et des mauvais traitements, de la violence sexuelle, le manque de soins de santé et d'autres violations des droits de l'homme) ; HCDH, *Press Briefing Note on Migrant Rescues in the Mediterranean*, 8 mai 2020, <https://bit.ly/3cCT7yA>.

<sup>47</sup> HRW, *Libya: Nightmarish Detention for Migrants, Asylum Seekers*, 21 janvier 2019, <https://bit.ly/2SXU3WE>.

<sup>48</sup> “While there is no official count of how many refugees and migrants are dying in Libyan detention centres, there have been reports of deaths from medical negligence, suicide, attacks by militias, and detainees being tortured to death or shot while trying to escape” (Bien qu'il n'y ait pas de statistiques officielles sur le nombre de réfugiés et de migrants qui meurent dans les centres de détention libyens, des rapports font état de décès dus à des négligences médicales, des suicides, des attaques par des milices et des détenus torturés à mort ou abattus alors qu'ils tentaient de s'échapper) ; The Guardian, *Teenage Boy the Latest to Die in Libyan Refugee Detention Centre*, 21 janvier 2020, <https://bit.ly/3eAgz0n>. En juin 2019, le HCDH a exprimé son inquiétude « au sujet des conditions épouvantables dans lesquelles les migrants et les réfugiés sont détenus en Libye ; quelque 22 d'entre eux sont morts de tuberculose et d'autres maladies dans le centre de détention de Zintan depuis septembre 2018 » ; HCDH, *Press Briefing Note on Libya*, 7 juin 2019, <https://bit.ly/3aQJHQb>. Voir aussi MSF, *Out of Sight, Out of Mind: Refugees in Libya's Detention Centres*, 12 juillet 2019, <https://bit.ly/3qonX0m> ; Al Jazeera, *'We Need Urgent Help': Refugees Perish in Libyan Detention Centre*, 7 juin 2019, <https://aje.io/667sf>.

<sup>49</sup> UN News, *As Fighting in Libya Escalates, so Does Number of Children 'at Imminent Risk of Injury or Death'*, 18 avril 2020, <https://shar.es/aHBV0R> ; HCR, *The Challenge of Helping Child Refugees in Libya Overcome Trauma*, 28 janvier 2020, <https://shar.es/aHBV0R>.



violence sexuelle<sup>50</sup>, de travail forcé, de recrutement forcé<sup>51</sup> et d'extorsions<sup>52</sup>, à la fois dans les centres de détention officiels et non officiels<sup>53</sup>. Les détenus n'ont aucune possibilité de contester la légalité de leur détention ou de leur traitement<sup>54</sup>. Les ressortissants de pays tiers en détention pâtissent également de la situation sécuritaire générale du pays, comme ce fut le cas lors de l'escalade des combats autour de Tripoli en début 2019 et pendant les premiers mois de 2020<sup>55</sup>. Les observateurs ont exprimé leur inquiétude quant au fait que la pandémie COVID-19 pourrait encore aggraver les mauvaises conditions de détention, où les détenus ne disposent pas de suffisamment de nourriture et de soins médicaux<sup>56</sup>.

11. Le 2 juillet 2019, deux frappes aériennes ont touché le complexe de Daman, une série de bâtiments situés sur un terrain appartenant au GNA près de Tripoli et qui servait de siège à un groupe armé du

<sup>50</sup> « D'anciens détenus dénoncent des méthodes brutales de torture. Des hommes, des femmes et des enfants ont été victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle au cours de leur détention. Des détenus ont succombé à leurs blessures après avoir été torturés, faute de soins suffisants prodigués à temps. Mon Bureau a été informé de violations graves qui seraient commises dans nombre de prisons et centres de détention dans toute la Libye » ; CPI, Discours adressé au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à propos de la situation en Libye, en application de la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité, 5 May 2020, <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=200505-statement-prosecutor-unsclibya&ln=fr>. En février 2020, le HCDH a exprimé sa préoccupation au sujet des violences sexuelles commises dans les centres de détention à l'encontre des femmes libyennes et étrangères ; Assemblée générale de l'ONU, Situation des droits de l'homme en Libye, 23 janvier 2020, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2024860/A\\_HRC\\_43\\_75\\_E.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2024860/A_HRC_43_75_E.pdf), para. 31. Voir aussi Women's Refugee Commission, "More than One Million Pains": Sexual Violence Against Men and Boys on the Central Mediterranean Route to Italy, mars 2019, <https://bit.ly/2Atgk0Y>, pp. 21-25.

<sup>51</sup> "Male detainees have even been forcibly recruited by armed groups in detention centres, particularly since the recent escalation in military battles between the GNA and LNA" (Des hommes détenus ont même été recrutés de force par des groupes armés dans des centres de détention, en particulier depuis la récente escalade des combats militaires entre le GNA et l'ANL) ; MMC, What Makes Refugees and Migrants Vulnerable to Detention in Libya?, décembre 2019, <https://bit.ly/2Q3sVUj>, p. 16. Voir aussi, Small Arms Survey, Diaspora in Despair Darfuri Mobility at a Time of International Disengagement, juin 2020, <https://bit.ly/3iO2TKn>, p. 61 ; Info Migrants, Migrants Recruited in Libya to Fight Civil War, 17 janvier 2020, <https://bit.ly/34al8ex>.

<sup>52</sup> "In western Libya, numerous armed groups, including some GNA-aligned units, continued to be involved in the trafficking of detained migrants and benefited from extortion payments sent by the migrants' family members for the migrants' release." (Dans l'ouest de la Libye, de nombreux groupes armés, y compris certaines unités de la GNA, étaient toujours impliqués dans le trafic de migrants détenus et recevaient des sommes extorquées par les membres de la famille des migrants pour leur libération) Et plus encore : "Elements of the LCG reportedly work with armed groups and other criminals, including traffickers, to exploit migrants for profit" (Des éléments des GCL travailleraient avec des groupes armés et d'autres criminels, y compris des trafiquants, afin d'exploiter les migrants à des fins lucratives ; US Department of State, 2020 Trafficking in Persons Report: Libya, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html>. « Les migrants et les réfugiés sont toujours régulièrement en butte à la détention arbitraire, à la torture, y compris la violence sexuelle, aux enlèvements contre rançon, à l'extorsion, au travail forcé et aux homicides illicites » ; Assemblée générale de l'ONU, Situation des droits de l'homme en Libye, 23 janvier 2020, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75>, para. 36. Voir aussi OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 6 ; MSF, Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP> ; Conseil de sécurité de l'ONU, Lettre datée du 29 novembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité, 9 décembre 2019, S/2019/914, <https://undocs.org/fr/S/2019/914>, paras 57, 165 et Annexe 21.

<sup>53</sup> OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 19 ; Assemblée générale de l'ONU, Situation des droits de l'homme en Libye, 23 janvier 2020, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75>, para. 41.

<sup>54</sup> "There is no judicial review or other oversight mechanism" (Il n'y a pas d'examen judiciaire ni d'autre mécanisme de contrôle) ; HCR, UNHCR Submission for the Universal Periodic Review – Libya – UPR 36th Session, octobre 2019, [www.refworld.org/docid/5e1749392.html](http://www.refworld.org/docid/5e1749392.html), p. 3. Voir aussi US Department of State, 2020 Trafficking in Persons Report: Libya, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html> ; HCR, The Challenge of Helping Child Refugees in Libya Overcome Trauma, 28 janvier 2020, <https://shar.es/aHBV0R>.

<sup>55</sup> The LAFF's military offensive put migrants and refugees in detention in grave danger, and caused significant shortages of food and other supplies (L'offensive militaire lancée par les Forces armées libyennes a mis les migrants et les réfugiés en détention en grand danger et a provoqué d'importantes pénuries de nourriture et d'autres services de base) ; Al Jazeera, As Tripoli Conflict Continues, Detained Migrants Run Out of Food, 2 mai 2019, <https://bit.ly/2LoRatO> ; HRW, Libya: Detained Migrants at Risk in Tripoli Clashes, 25 avril 2019, <https://bit.ly/2xZZKfq> ; Deutsche Welle (DW), Libya's Migrants under Threat as Battle for Tripoli Sets In, 16 avril 2019, <https://bit.ly/3bvc05i>. Certains centres de détention gérés par les milices ou le gouvernement sont situés près d'une milice ou d'un camp, ou sont à l'intérieur. Cette situation ne fait qu'augmenter les risques en matière de sécurité, comme le témoigne le bombardement du centre de détention de Tajoura par des avions étrangers le 3 juillet 2019 ; MANUL / HCDH, The Airstrikes on the Daman Building Complex, Including the Tajoura Detention Centre, 2 juillet 2019, 27 janvier 2020, <https://bit.ly/2WoeloO>. En outre, l'insécurité affecte le débarquement. Le 9 avril 2020, 280 personnes interceptées en mer n'ont pas pu débarquer en Libye en raison de lourds bombardements et le 7 mai 2020, le personnel de l'OIM qui attendait de recevoir 25 personnes a dû fuir le port en raison de tirs d'artillerie ; OIM, Libya Considers Its Ports Unsafe for the Disembarkation of Migrants, 9 avril 2020, <https://bit.ly/2LnZqu2> ; ECRE, Med: Hundreds Remain Stranded at Sea as Ports Are still Closed, Solidarity Remains Lacking and Interceptions Continue, 8 mai 2020, <https://bit.ly/2T5WiqZ>.

<sup>56</sup> "There are thousands of people being held in detention centres and the conditions they are living in are horrific. They're overcrowded and often completely unsanitary. People can neither practice social distancing there nor carry out regular handwashing" (Des milliers de personnes sont détenues dans des centres de détention et elles vivent dans des conditions horribles. Ces centres sont surpeuplés et souvent complètement insalubres. Il est impossible d'y pratiquer la distanciation sociale et de s'y laver régulièrement les mains) ; IRC, Libya: Lack of COVID-19 Tests when Boats Return Risks Surge in Cases, Warns IRC, 9 juillet 2020, <https://bit.ly/3goiXs8>. Voir aussi Reuters, Coronavirus Narrows Options for Migrants Buffeted by Libya's War, 8 mai 2020, <https://reut.rs/3d9GFqF> ; HCDH, Press Briefing Note on Libya, 17 avril 2020, <https://bit.ly/3e5Fb0h> ; Friedrich-Ebert-Stiftung, COVID-19 in Libya: The Virus Provides Cover for Escalation, 17 avril 2020, <https://bit.ly/2ZIHZ9A>. Le 14 août 2020, l'on comptait 7 050 cas de COVID-19 en Libye, avec 135 décès enregistrés ; Xinhua, Libya Reports 439 New COVID-19 Cases, 7,050 in Total, 14 août 2020, <https://bit.ly/2Y4Rip7>.

GNA<sup>57</sup>. L'une des frappes aériennes a frappé le centre de détention de Tajoura, un bâtiment situé sur le terrain, faisant au moins 52 morts et 87 blessés parmi les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants<sup>58</sup>.

12. En raison de l'insécurité et de l'absence d'une autorité étatique centrale capable d'exercer un contrôle efficace, la Libye est devenue un pays de transit et de départ pour les réfugiés et migrants cherchant à rejoindre l'Europe, souvent dans des bateaux surchargés et impropres à la navigation<sup>59</sup>. Les réseaux de passeurs et de trafiquants opérant dans toute l'Afrique de l'Est et de l'Ouest amènent les réfugiés et les migrants par la route en passant par la frontière sud du pays, qui borde le Niger, le Tchad, l'Algérie et le Soudan<sup>60</sup>. De là, ils rejoignent le nord-ouest du pays d'où ils essayent de partir vers des destinations européennes, principalement vers ou via l'Italie ou Malte<sup>61</sup>.
13. Lorsqu'ils sont en route vers la Libye et pendant leur séjour dans le pays, les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants, y compris les enfants, risquent d'être victimes de violations généralisées et systématiques des droits de l'homme ainsi que d'abus<sup>62</sup> de la part de passeurs, trafiquants, groupes armés, milices, gangs et criminels agissant en toute impunité<sup>63</sup>. Ces violations et abus incluraient la

<sup>57</sup> MANUL / HCDH, *The Airstrikes on the Daman Building Complex, Including the Tajoura Detention Centre*, 2 juillet 2019, 27 janvier 2020, <https://bit.ly/2WoeloO>, para. 2.

<sup>58</sup> "(...) the Tajoura attack, depending on the precise circumstances, may have amounted to a war crime. (...) In addition, the failure to move detainees from the vicinity of a potential military objective or move military objects that were positioned next to the detention centre, likely amounting to a violation of the obligation under international law to take all feasible measures to protect civilians under their control from the effects of potential attacks" (...). *l'attaque de Tajoura, dans d'autres circonstances, aurait pu être qualifiée de crime de guerre. (...) En outre, le fait de ne pas déplacer les détenus se trouvant à proximité d'un objectif militaire potentiel ou des objets militaires placés à proximité du centre de détention peut constituer une violation de l'obligation, en vertu du droit international, de prendre toutes les mesures possibles pour protéger les civils sous leur contrôle contre les effets d'éventuelles attaques* ; MANUL, *On the One Year Anniversary of the Bloody Attack on the Tajoura Detention Centre, the UN Renews Its Call for the Closure of Migration Detention Centres and Accountability*, 2 juillet 2020, <https://bit.ly/38tSO88>.

<sup>59</sup> HCR, *Libya: Activities at Disembarkation: Monthly Update, July 2020*, 5 août 2020, <https://bit.ly/30YxJAW> ; MSF, *Refugees Trapped in Libya: Nowhere to Go but the Sea*, 15 janvier 2020, <https://bit.ly/2T49KMe>.

<sup>60</sup> MSF, *Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya*, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP> ; HCR/IMPACT Initiatives, *Mixed Migration Routes and Dynamics in Libya in 2018*, juin 2019, <https://bit.ly/35W8LTq>, pp. 90-101. En décembre 2019, le MMC a découvert que 68 % des personnes interrogées dans un échantillon de 5 159 demandeurs d'asile, réfugiés et migrants en Libye avaient eu recours à un passeur. MMC, *What Makes Refugees and Migrants Vulnerable to Detention in Libya*, décembre 2019, <https://bit.ly/2Aebwn9>, p. 21. Voir aussi MMC, *MMC North Africa 4Mi Snapshot: The Role of Smugglers in East Africans' Mixed Migration to Libya via Sudan*, février 2020, <https://bit.ly/3qVAKb5>. Des ressortissants de pays tiers, notamment des Syriens et Sud-Asiatiques, sont également passés en contrebande depuis la côte égyptienne ; K. Kuschminder et A. Triandafyllidou, *Smuggling, Trafficking, and Extortion: New Conceptual and Policy Challenges on the Libyan Route to Europe*, 52(1) *Antipode* 206-226, 4 octobre 2019, <https://bit.ly/3azpjms>.

<sup>61</sup> MSF, *Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya*, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP> ; HCR/IMPACT Initiatives, *Mixed Migration Routes and Dynamics in Libya in 2018*, juin 2019, <https://bit.ly/35W8LTq>, pp. 36-37 ; Foreign Policy Centre, *The Strategic Role of the Fezzan Region for European Security*, 30 mai 2019, <https://bit.ly/3bCUIDD>. Un réfugié interrogé par Foreign Policy en février 2020 aurait payé 16 000 dollars aux passeurs ; Foreign Policy, *Europe's Harsh Border Policies Are Pushing Refugees all the Way to Rwanda*, 20 février 2020, <https://bit.ly/360KmvZ>.

<sup>62</sup> UN News, *Thousands Suffer Extreme Rights Abuses Journeying to Africa's Mediterranean Coast, Say Humanitarians*, 29 juillet 2020, <https://shar.es/ab5t6X> ; HCR, *'On this Journey, No One Cares if You Live or Die' Abuse, Protection, and Justice Along Routes Between East and West Africa and Africa's Mediterranean Coast*, 29 juillet 2020, [www.unhcr.org/5f2129fb4](http://www.unhcr.org/5f2129fb4), pp. 10-11, 14-17. Sur la base d'un échantillon de plus de 3 000 réfugiés et migrants ayant transité par la Libye, les Médecins du Monde en Italie ont constaté que « entre 2014 et 2020, 85 % des migrants et réfugiés de Libye ont subi des tortures et des traitements inhumains et dégradants dans ce pays, 79 % ont été détenus dans des installations surpeuplées et dans de mauvaises conditions d'hygiène, 75 % ont été privés de nourriture, d'eau et de soins médicaux en permanence et 65 % ont subi des passages à tabac graves et répétés » ; Médecins du Monde, *The Torture Factory: Report on Human Rights Violations Against Migrants and Refugees in Libya (2014-2020)*, mars 2020, <https://bit.ly/2B7U1FH>, p. 11, voir aussi pp. 48-49. "Migrants, refugees and asylum seekers are particularly at risk of SGBV perpetrated by smugglers, traffickers and criminal gangs. Of surveyed respondents, 231 migrants and refugees who transited through Libya to Tunisia in 2018, 83 per cent disclosed experiencing violence or abuse in Libya" (Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont particulièrement exposés aux violences sexuelles et sexistes perpétrées par les passeurs, les trafiquants et les gangs criminels. Parmi les personnes interrogées, soit 231 migrants et réfugiés ayant transité par la Libye pour se rendre en Tunisie en 2018, 83 % ont déclaré avoir subi des violences ou des abus en Libye) ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf).

<sup>63</sup> HCR, *'On this Journey, No One Cares if You Live or Die' Abuse, Protection, and Justice Along Routes Between East and West Africa and Africa's Mediterranean Coast*, 29 juillet 2020, [www.unhcr.org/5f2129fb4](http://www.unhcr.org/5f2129fb4), pp. 20-21. "Perpetrators of these violations and abuses have in an overwhelming number of cases not been held to account, and include State officials, members of armed groups, smugglers, traffickers and members of criminal gangs" (Dans bien des cas, les auteurs de ces violations et abus n'ont pas répondu de leurs actes. Il s'agit de fonctionnaires, membres de groupes armés, passeurs, trafiquants et membres de gangs criminels) ; Assemblée générale de l'ONU, *Situation des droits de l'homme en Lybie*, 23 janvier 2020, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75>, para. 36. Selon le US Department of State, en 2019, « des réseaux criminels, des milices, des fonctionnaires et des employeurs privés exploitaient les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile dans le cadre de la traite des êtres humains à des fins sexuelles et de travail. (...) Les observateurs internationaux ont continué à signaler la complicité de fonctionnaires gouvernementaux impliqués dans des opérations de traite des êtres humains et de trafic de migrants, notamment des fonctionnaires des garde-

privation illégale de liberté et la détention arbitraire ; la torture et d'autres formes de mauvais traitements ; le viol et autres formes de violence sexuelle ; l'enlèvement contre rançon ou autres formes d'extorsions ; le travail forcé et l'exécution illégale<sup>64</sup>. Les femmes et les filles, les hommes également, sont victimes de viols, de prostitution forcée et autres formes de violence sexuelle<sup>65</sup>. En mai 2020, lors d'un terrible incident, un groupe de trafiquants a ouvert le feu dans un entrepôt à Mezda, au sud-ouest de Tripoli, faisant 30 morts et 11 blessés<sup>66</sup>. Dès la fin du conflit armé à Tripoli, le ministère de l'Intérieur a pris des mesures contre certains réseaux de passeurs et de trafiquants présents dans l'ouest du pays<sup>67</sup>.

14. Depuis 2017, l'Italie et l'UE apportent leur aide aux GCL pour augmenter leur capacité à mener des recherches et opérations de sauvetage et pour empêcher les départs irréguliers par la route de la Méditerranée centrale<sup>68</sup>. Du fait de l'augmentation des interventions des GCL, le nombre de personnes rejoignant l'Europe depuis la Libye, plus précisément l'Italie, a diminué de manière significative depuis

côtes libyennes (GCL), des agents de l'immigration, des responsables de la sécurité, des fonctionnaires du ministère de la défense, des membres de groupes armés officiellement intégrés dans les institutions de l'État, ainsi que des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et de la Direction de lutte contre la migration illégale (DCIM) » ; US Department of State, *2020 Trafficking in Persons Report: Libya*, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html>. Voir aussi BCAH, *Statement by Yacoub El Hillo, Humanitarian Coordinator for Libya, on the Killing of Migrants Southwest of Tripoli*, 29 mai 2020, <https://bit.ly/3dw93n7>.

<sup>64</sup> US Department of State, *2020 Trafficking in Persons Report: Libya*, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html> ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 12 ; The New Humanitarian, *As War Drags On, Troubles Mount for Libya's Coast Guard and Migrant Detention Centres*, 26 février 2020 <https://bit.ly/2Wstn2D> ; Assemblée Générale de l'ONU, *Situation des droits de l'homme en Libye*, 23 janvier 2020, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/43/75>, paras 36, 41-42 ; Council of Europe: Commissioner for Human Rights, *Third Party Intervention by the Council of Europe Commissioner for Human Rights, S.S. and Others v. Italy*, 15 novembre 2019, <https://bit.ly/3fQGcLs>, paras 11-12. "As of 30 June, at least 68 refugees or migrants are known to have died along the Central Mediterranean land route in 2020, mostly in Libya" (Au 30 juin, au moins 68 réfugiés ou migrants sont morts pendant la traversée terrestre de la Méditerranée centrale en 2020, principalement en Libye) ; HCR, *'On this Journey, No One Cares if You Live or Die' Abuse, Protection, and Justice Along Routes Between East and West Africa and Africa's Mediterranean Coast*, 29 juillet 2020, [www.unhcr.org/5f2129fb4](http://www.unhcr.org/5f2129fb4), p. 14, voir aussi pp. 15-17.

<sup>65</sup> "There is a reportedly high prevalence of sexual assault and other forms of sexual violence and exploitation of female migrants either along the migration routes to Libya or in DCIM-run and militia-run detention facilities in Libya; perpetrators of sexual violence against female migrants include various armed groups, smugglers, traffickers, and MOI officials" (Le taux de prévalence des agressions sexuelles et d'autres formes de violence sexuelle et d'exploitation des femmes migrantes serait élevé, soit pendant la traversée vers la Libye, soit dans les centres de détention gérés par le DCIM et les milices en Libye ; les auteurs de violences sexuelles contre les femmes migrantes sont notamment des groupes armés, des passeurs, des trafiquants et des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur) ; US Department of State, *2020 Trafficking in Persons Report: Libya*, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html> "The IOM has also documented an increase in sexual abuse of women and girls in Libya, and a corresponding increase in the number of women and girls who arrived on the shores of Europe pregnant, having been raped during their time in Libya" (L'OIM a également constaté une recrudescence des abus sexuels sur les femmes et les filles en Libye, et une augmentation équivalente du nombre de femmes et de filles arrivant sur les côtes européennes enceintes, après avoir été violées pendant leur séjour en Libye) ; Euronews, *Abused in Libya and Forced into Prostitution back Home: the Nightmare of Trying to Reach Europe*, 21 juin 2020, <https://bit.ly/2BHm0w9>. Voir aussi CPI, *Discours adressé au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à propos de la situation en Libye, en application de la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité*, 5 mai 2020, <https://bit.ly/2zxq7tB> ; L. Reques, E. Aranda-Fernandez, C. Rolland, A. Gripon, N. Fallet, C. Reboul, N. Godard & N. Luhmann, *Episodes of Violence Suffered by Migrants Transiting Through Libya: A Cross-Sectional Study in "Médecins du Monde's" Reception and Healthcare Centre in Seine-Saint-Denis, France*, 14 Conflict and Health, 28 février 2020, <https://bit.ly/2zFgSaZ> ; Al Jazeera, *Rape, Abuse and Violence: Female Migrants' Journey to Libya*, 25 janvier 2020, <https://bit.ly/2T7EyeZ> ; MANUL, *SRSR Ghassan Salamé Message on Human Rights Day*, 10 décembre 2019, <https://bit.ly/2LXUdcJ> ; Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits*, 29 mars 2019, S/2019/280, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/2019/280> ; para. 55 ; Women's Refugee Commission, *"More than One Million Pains": Sexual Violence Against Men and Boys on the Central Mediterranean Route to Italy*, mars 2019, <https://bit.ly/2AtgkoY>.

<sup>66</sup> "Holding centers run by these criminal networks, such as the one in Mezda, are prevalent in Libya and bear witness to the abuse, exploitation, extortion and violence against migrants. It is just one example of the many risks, migrants face in the country" (Les centres de détention gérés par ces réseaux criminels, comme celui de Mezda, sont très répandus en Libye et sont le théâtre d'abus, d'exploitation, d'extorsion et de violence à l'encontre des migrants. Ce n'est qu'un exemple des nombreux risques auxquels les migrants sont confrontés dans le pays) ; BCAH, *Statement by Yacoub El Hillo, Humanitarian Coordinator for Libya, on the Killing of Migrants Southwest of Tripoli*, 29 mai 2020, <https://bit.ly/3dw93n7>. Voir aussi OIM, *IOM Deplores Killing of 30 Trafficked Migrants in Libya*, 28 mai 2020, <https://bit.ly/2ZO6ull>.

<sup>67</sup> Al Marsad ((plateforme en ligne qui surveille le secteur de la sécurité libyenne), Bashagha s'adresse à El Kabir au sujet de 4 passeurs présents sur la côte ouest ... parmi lesquels El Mashri Friend (en arabe) [online platform that monitors the Libyan Security Sector]), *Bashagha Addresses El Kabir about 4 Smugglers on the West Coast ... among them El Mashri Friend* (in Arabic), 20 juin 2020, <https://bit.ly/3h34Bqk> ; Libya Observer, *Joint Operations Forces Continue Raiding Dens of Human and Fuel Smugglers*, 22 juin 2020, <https://bit.ly/2F3SdJ9>. Voir aussi HCR, *UNHCR Expresses Condolences over Tragic Death of Asylum-Seeker in Libya, Urges more Action Against Criminal Smuggling and Trafficking*, 24 juillet 2020, <https://bit.ly/2QYud3L>.

<sup>68</sup> Commission européenne, *Central Mediterranean Route: Commission Proposes Action Plan to Support Italy, Reduce Pressure and Increase Solidarity*, 4 juillet 2017, <https://bit.ly/2tnTE1T> ; Memorandum of Understanding on Cooperation in the Fields of Development, the Fight Against Illegal Immigration, Human Trafficking and Fuel Smuggling and on Reinforcing the Security of Borders Between the State of Libya and the Italian Republic, 2 février 2017, <https://bit.ly/2NrWj5G>. L'Italie a renouvelé son mémorandum avec la Libye en février 2020 pour une période de trois ans ; InfoMigrants, *Agreement Between Italy and the Libyan Coastguard Renewed for Three Years*, 7 février 2020, <https://bit.ly/2Z43lUP>. Voir aussi EU Logos- Athena, *When Migrants Do not Arrive in Europe: The Memorandum of Understanding*, 4 mars 2020, <https://bit.ly/2WWKkHL>.

2017<sup>69</sup>. Cependant, en mai 2020, le HCR a observé une nouvelle augmentation des départs de la Libye du fait de l'intensification des combats et de la détérioration des conditions de vie, ainsi que de la perte des moyens de subsistance due à la COVID-19<sup>70</sup>. Sur le nombre total de personnes qui tentent la traversée, la proportion de personnes interceptées ou sauvées en mer par les GCL a augmenté<sup>71</sup>. Comme les interceptions et opérations de sauvetage menées par les GCL se sont intensifiées, le nombre de personnes débarquées en Libye a également augmenté<sup>72</sup>. Les GCL auraient été impliqués dans des violations de droits de l'homme de demandeurs d'asile, réfugiés et migrants, y compris l'utilisation des armes à feu<sup>73</sup>. Les GCL ont également été accusés de connivence avec les réseaux de passeurs<sup>74</sup>. C'est pour cette raison qu'en avril 2020, une majorité au Parlement européen a demandé que la collaboration avec les GCL cesse<sup>75</sup>.

15. En parallèle, les activités menées par les navires de sauvetage affrétés par des organisations non

<sup>69</sup> La route de la Méditerranée centrale a connu un pic d'arrivées en 2016, avec plus de 181 400 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile arrivant en Italie par la mer. En 2017, on a enregistré l'arrivée de plus de 119 300 personnes, ce qui représente une baisse de 34 % par rapport à l'année précédente. L'Italie reste le principal pays d'arrivée pour les personnes qui partent de Libye. En 2018, 23 370 personnes sont arrivées en Italie, contre seulement 11 471 personnes en 2019. Entre janvier et juillet 2020, on enregistre plus de 14 000 personnes comme étant arrivées en Italie par voie maritime. Pour des données actualisées : <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean/location/5205>. Des arrivées en provenance de Libye sont également signalées à Malte ; HCR, *Arrivals to Europe from Libya : Mai 2020*, 7 juillet 2020, <https://bit.ly/3g7ZlCq>. Voir aussi ANSA, *After Record Year, 883 Migrants Arrive in Malta in 2 Months*, 2 mars 2020, <https://bit.ly/349VXtA> ; HCR, *Malta Sea Arrivals and Asylum Statistics 2019, 2020*, <https://bit.ly/3h9PiHE>.

<sup>70</sup> "Comparing the months of April and May of this year to 2019 shows the number of people who arrived in Italy after departing from Libya increased by 352% (...) in 2020. Such an increase suggests COVID-19 movement restrictions had little effect on crossings" (Quand on compare les mois d'avril et de mai de cette année à 2019, on constate que le nombre de personnes arrivées en Italie après avoir quitté la Libye a augmenté de 352 % (...) en 2020. Une telle augmentation suggère que les restrictions de mouvement liées à la COVID-19 ont eu peu d'effet sur les traversées) ; MMC, *Quarterly Mixed Migration Update North Africa, Quarter 2, 2020: North Africa*, 21 juillet 2020, <https://bit.ly/2Xq2b4r>, p. 5. "Along with a sharp escalation in fighting in the past month, the country has also recorded its first confirmed cases of COVID-19. This has led to tighter restrictions on movement, making it almost impossible for refugees and asylum-seekers to find work, while the cost of food and rent have gone up. This combination of factors is thought to be driving more to risk their lives on the Mediterranean" (En plus d'une forte escalade des combats au cours du mois dernier, le pays a également enregistré ses premiers cas confirmés de COVID-19. Cela a conduit à un renforcement des restrictions de mouvement, rendant presque impossible pour les réfugiés et les demandeurs d'asile de trouver du travail, alors que le coût de la nourriture et du loyer a augmenté. On pense que cette combinaison de facteurs pousse davantage de personnes à risquer leur vie en Méditerranée) ; HCR, *Conflict and Pandemic Drive more People to Risk Deadly Sea Route from Libya*, 15 mai 2020, <https://bit.ly/3gupBxo>.

<sup>71</sup> "From January to July 2020, 6,439 people were rescued/intercepted at sea by the Libyan Coast Guard, an increase of 41.7% compared to the same period in 2019" (Entre janvier et juillet 2020, 6 439 personnes ont été sauvées/interceptées en mer par les garde-côtes libyens, soit une augmentation de 41,7 % par rapport à la même période en 2019) ; HCR, *Libya: Activities at Disembarkation: Monthly Update, July 2020*, 5 août 2020, <https://bit.ly/30YxJAW>. Voir aussi HCR, *Arrivals to Europe from Libya - May 2020*, 7 juillet 2020, <https://bit.ly/31yCDX>, p. 1 et ci-dessus para. 13.

<sup>72</sup> HCR, *Libya: Activities at Disembarkation: Monthly Update, July 2020*, 5 août 2020, <https://bit.ly/30YxJAW> ; HCR, *Arrivals to Europe from Libya: Mai 2020*, 7 juillet 2020, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/77525>, p. 1. Voir aussi ci-dessus para. 9.

<sup>73</sup> "The list of accusations against Libya's coast guard is long: human rights violations including torture, violence toward and hindering rescue operations of volunteer rescue groups, being made up of a number of groups that were often formerly militia as well as being involved in smuggling networks" (La liste des accusations portées contre les garde-côtes libyens est longue : violations des droits de l'homme, y compris torture, violence à l'égard des groupes de sauvetage bénévoles et entrave à leurs opérations de sauvetage, étant donné qu'ils sont constitués de plusieurs groupes autrefois de la milice et qu'ils sont impliqués dans des réseaux de passeurs) ; InfoMigrants, *When Helping Hurts: Libya's Controversial Coast Guard, Europe's Go-to Partner to Stem Migration*, 24 juillet 2019, <https://bit.ly/3fMHij>. Voir aussi AP, *UN Says Libyan Authorities Shot Dead 3 Sudanese Migrants*, 28 juillet 2020, <https://wapo.st/3gm1rUO> ; AP News, *Making Misery Pay: Libya Militias Take EU Funds for Migrants*, 31 décembre 2019, <https://bit.ly/3dGuy4a> ; Euronews, *EU Funds Libyan Coast Guard but Has Limited Monitoring Capacity, Leaked Report Suggests*, 3 novembre 2019, <https://bit.ly/3dS1EhF> ; AP News, *Migrant Shooting Highlights Concern about Libyan Coast Guard*, 20 septembre 2019, <https://bit.ly/2UapXjh>. Selon Sea Eye, une organisation caritative de sauvetage, en avril 2020, un bateau battant pavillon libyen a tiré des coups de feu en l'air, provoquant le saut à la mer, au péril de leur vie, de la moitié des passagers d'un des bateaux. Sea Eye, *Alan Kurdi Rescues 150 People from Two Wooden Boats in One Day*, 6 avril 2020, <https://bit.ly/3c85QbO>. Voir aussi HCR, *UNHCR Urges Investigation Following Deadly Incident at Libya Disembarkation Point*, 28 juillet 2020, <https://bit.ly/31dBTqx> ; Times of Malta, *Libyan-Flagged Speedboat Fires Warning Shots as Migrants Are Rescued*, 6 avril 2020, <https://bit.ly/3etscWM> ; DW, *Libya Authorities 'Fire Warning Shots' at Migrant Rescue Ship*, 26 octobre 2019, <https://bit.ly/2Ly93Xi>.

<sup>74</sup> "(...) some LCG units, which were under the authority of the MOD [Ministry of Defence], were allegedly composed of former human traffickers and smugglers or coordinated with groups involved in human trafficking, human smuggling, and other crimes" ((...) certaines unités du LCG, qui relevaient du ministère de la Défense, auraient été composées d'anciens trafiquants d'êtres humains et de passeurs ou coordonnées avec des groupes impliqués dans la traite des êtres humains, le trafic d'êtres humains et d'autres crimes) ; US Department of State, *2020 Trafficking in Persons Report: Libya*, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html>. Voir aussi MSF, *Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya*, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJup> ; MMC, *What Makes Refugees and Migrants Vulnerable to Detention in Libya*, décembre 2019, <https://bit.ly/2Aebwn9>, p. 9. Le Secrétaire général des Nations Unies a exprimé son inquiétude concernant les migrants disparus des centres de détention après avoir été renvoyés en Libye : « De sérieuses préoccupations subsistent en ce qui concerne le transfert des migrants sauvés ou interceptés en mer par les garde-côtes libyens vers des centres de détention non officiels à Khums. Des centaines de migrants secourus qui auraient été envoyés dans des centres de détention ont ensuite été portés disparus, et on pense qu'ils pourraient avoir été victimes de trafics ou vendus à des passeurs, tandis que d'autres ont disparu en se rendant à Suq al-Khamis, une ville voisine) ; Conseil de sécurité de l'ONU *Mission d'appui des Nations Unies en Libye : Rapport du Secrétaire général*, 26 août 2019, [www.ecoi.net/en/file/local/2015610/S\\_2019\\_682\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2015610/S_2019_682_E.pdf).

<sup>75</sup> Parlement européen, *Stop Cooperation with and Funding to the Libyan Coastguard*, MEPs Ask, 27 avril 2020, <https://bit.ly/2LZOR0x>.

gouvernementales (ONG) ont été de plus en plus restreintes, notamment par des poursuites pénales<sup>76</sup> et la saisie des navires, ce qui a conduit certaines organisations à suspendre les opérations de sauvetage<sup>77</sup>. En outre, certains États ont commencé à fermer leurs ports pendant la crise de la COVID-19, les déclarant peu sûrs et empêchant ainsi les bateaux de recherche et de sauvetage des ONG d'accoster<sup>78</sup>. Du fait de ces facteurs, le pourcentage de personnes mourant en mer est plus élevé qu'auparavant<sup>79</sup>.

16. En juin 2018, la région de recherche et de sauvetage libyenne a été officialisée, ce qui signifie que la Libye est au premier chef responsable de la coordination des opérations de recherche et sauvetage dans une zone s'étendant à environ 100 miles de certains des principaux sites de départ<sup>80</sup>. La Libye a créé un Centre de coordination de sauvetage conjoint (JRCC), qui serait soutenu par l'Italie. Dans plusieurs circonstances, les ONG ont signalé des difficultés à entrer en contact avec le JRCC<sup>81</sup>.

<sup>76</sup> The Intercept, *From the Mediterranean to Mexico, Capt. Pia Klemp Believes Rescuing Refugees Is Worth Facing Prison Time*, 10 juillet 2019, <https://bit.ly/2X871Bi>; The Guardian, *Mediterranean Will Be 'Sea of Blood' Without Rescue Boats, UN Warns*, 9 juin 2019, <https://bit.ly/2LCyrej>; DW, *German Boat Captain Pia Klemp Faces Prison in Italy for Migrant Rescues*, 8 juin 2019, <https://bit.ly/369TjDa>; Open Democracy, *Hundreds of Europeans 'Criminalised' for Helping Migrants – as Far Right Aims to Win Big in European Elections*, 18 mai 2019, <https://bit.ly/2ZdVAyH>. Voir aussi le cas du capitaine du Sea Watch Carola Rackete, qui a été arrêtée après avoir accosté sans autorisation à Lampedusa. En janvier 2020, un Tribunal de première instance italien estimait qu'elle n'aurait pas dû être arrêtée; -*Watch Captain Rackete Shouldn't Have Been Arrested, Italian High Court Rules*, 21 janvier 2020, <https://bit.ly/2TifQsh>.

<sup>77</sup> "(...) there is now very little search and rescue capacity left in the Central Mediterranean, and many migrants, refugees and asylum seekers are intercepted by the Europe-supported Libyan Coastguard and forced to return" (les capacités de recherche et de sauvetage sont désormais très limitées en Méditerranée centrale, et de nombreux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont interceptés par les garde-côtes libyens soutenus par l'Europe et contraints de retourner dans leur pays); MSF, *Deteriorating Situation for Vulnerable People Trapped in Libya Risks Becoming a Humanitarian Catastrophe*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/3ibO6QQ>. Voir aussi, UN News, *UN Rights Office Concerned Over Migrant Boat Pushbacks in the Mediterranean*, 8 mai 2020, <https://bit.ly/2Xu2bkk>; The New Humanitarian, *How COVID-19 Halted NGO Migrant Rescues in the Mediterranean*, 28 avril 2020, <https://bit.ly/369MPnJ>; Al Jazeera, *Two Rescue Ships Impounded by Italy*, 7 mai 2020, <https://bit.ly/3guTbDd>.

<sup>78</sup> The New Humanitarian, *How COVID-19 Halted NGO Migrant Rescues in the Mediterranean*, 28 avril 2020, <https://bit.ly/369MPnJ>. En avril 2020, « Malte et l'Italie n'ont pas répondu aux multiples embarcations surchargées en détresse dans leurs régions de recherche et de sauvetage, et ont refusé un lieu de débarquement sûr à près de 200 personnes secourues par deux bateaux d'organisations non gouvernementales (ONG) »; MSF, *EU States Use COVID-19 to Shirk Search and Rescue Obligations*, 17 avril 2020, <https://bit.ly/2Tg8wNH>. Voir également, HCR, *Commentaires de Gillian Triggs, Haut Commissaire assistante du HCR en charge de la protection internationale, sur les opérations de recherche et sauvetage en Méditerranée centrale*, 1er mai 2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/5/5eb50c35a>; Euractiv, *Fears Mount over Migrants Dying 'Out of Sight' in Mediterranean (Les craintes s'intensifient au sujet des migrants qui meurent « en cachette » en Méditerranée)*, 15 mai 2020, <https://bit.ly/2yYxeeT>. Toujours en avril 2020, il a été rapporté que Malte utilisait des bateaux de pêche privés et des navires marchands pour refouler les navires des eaux internationales et renvoyer les passagers en Libye; New York Times, *Latest Tactic to Push Migrants from Europe? A Private, Clandestine Fleet*, 30 avril 2020, <https://nyti.ms/3cldE5a>. Voir également, The Guardian, *Exclusive: 12 Die as Malta Uses Private Ships to Push Migrants Back to Libya*, 19 mai 2020, <https://bit.ly/2TjpACE>; UN News, *UN Rights Office Concerned Over Migrant Boat Pushbacks in the Mediterranean*, 8 mai 2020, <https://bit.ly/3crcQk4>.

<sup>79</sup> Les chercheurs de l'OIM ont compilé en avril 2020 une série de mesures qui permettent de comparer le nombre de tentatives de traversée avec le nombre de morts sur la route de la Méditerranée centrale, en se basant sur les données relatives au nombre d'arrivées en provenance de Malte et d'Italie et de départs de Tunisie et de Libye. Ils ont constaté que le taux de mortalité était de 1,98 % en 2015, 2,27 % en 2016, 1,98 % en 2017, 2,88 % en 2018 et 4,78 % en 2019; OIM, *Calculating "Death Rates" in the Context of Migration Journeys: Focus on the Central Mediterranean*, 3 avril 2020, <https://bit.ly/3cD9yLs>, pp. 7, 9. Voir aussi OIM, *Shipwreck off Coast of Libya Pushes Migrant Deaths on the Mediterranean Past 20,000 Mark*, 3 mai 2020, <https://bit.ly/3cL4PaO>. Le HCR et l'OIM ont demandé une réévaluation de l'approche de la recherche et du sauvetage en Méditerranée après la mort de 45 personnes dans un naufrage au large des côtes libyennes le 17 août 2020. HCR, *L'OIM et le HCR appellent à une réaction urgente après la mort de 45 personnes dans le naufrage le plus meurtrier enregistré en 2020 au large des côtes libyennes*, 19 août 2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/8/5f3e1ebca/loim-hcr-appellent-reaction-urgente-apres-mort-45-personnes-naufage-meurtrier.html>.

<sup>80</sup> La Libye a notifié l'Organisation maritime internationale (OMI) conformément au droit international. "The Libyan Port and Maritime Transport Authority has notified the International Maritime Organisation (IMO) on 14 December 2017 with the Libyan Search and Rescue (SAR) region (SRR) in accordance with the provisions of the SAR Hamburg Convention. The declaration of the SRR represents a constitutive, legitimate act since Libya is contracting party of the Hamburg Convention 1979 on SAR" (L'Autorité libyenne des ports et des transports maritimes a notifié à l'Organisation maritime internationale (OMI) le 14 décembre 2017 la région libyenne de recherche et de sauvetage (SAR) conformément aux dispositions de la Convention SAR de Hambourg. La déclaration de la région de recherche et de sauvetage représente un acte constitutif et légitime puisque la Libye est partie contractante de la Convention de Hambourg de 1979 sur la SAR); Parlement européen, *Questions parlementaires : Réponse donnée par M. Avramopoulos au nom de la Commission européenne*, 4 septembre 2019, <https://bit.ly/3kE9C28>. Voir aussi Garde côtière canadienne, *Search and Rescue Contacts: Libya*, consulté le 15 août 2020, <https://bit.ly/3al8LhL>.

<sup>81</sup> En juin 2019, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a exprimé ses préoccupations concernant le Centre de coordination de sauvetage conjoint (JRCC) en ces termes : « Le rôle du JRCC est problématique à plusieurs égards. D'une part, les ONG ont attiré l'attention sur plusieurs incidents au cours desquels le JRCC s'est avéré ne pas répondre aux appels de détresse. Lorsque le JRCC a coordonné des opérations de sauvetage, il a parfois demandé aux ONG de s'abstenir de secourir des personnes et d'attendre les garde-côtes libyens, même lorsque les ONG étaient déjà sur les lieux ou plus proches de la situation de détresse que les garde-côtes libyens. Plusieurs rapports font également état d'avertissements ou de menaces de retrait des ONG des lieux d'un incident. En outre, il y aurait eu des inquiétudes quant au fait que les navires des garde-côtes libyens, lorsqu'ils sauvent ou interceptent des personnes en mer, le font d'une manière qui met des vies en danger. Il est important de noter que lorsque le JRCC coordonne des opérations de sauvetage, les personnes interceptées sont toujours débarquées en Libye, bien que ce pays ne puisse être considéré comme un lieu sûr; Conseil de l'Europe : Commissaire aux droits de l'homme, *Vies sauvées. Droits protégés. Bridging*

17. Compte tenu des besoins de protection internationale, la communauté internationale a élargi ces dernières années l'éventail des possibilités offertes aux ressortissants de pays tiers. Il s'agit notamment de soutenir le retour volontaire des migrants dans leur pays d'origine, de soutenir l'évacuation des demandeurs d'asile vers des pays tiers et d'accroître la réinstallation directement à partir de la Libye. Depuis 2015, la capacité de l'OIM à soutenir le retour des migrants dans leur pays d'origine grâce au programme des Retours Humanitaires Volontaires (RHV) a été une intervention essentielle qui a permis le retour de plus de 50 000 migrants<sup>82</sup>. Le HCR a lancé deux mécanismes de transit d'urgence (MTU) au Niger et au Rwanda pour évacuer les demandeurs d'asile et les réfugiés vulnérables de Libye vers Niamey ou Kigali, respectivement<sup>83</sup>, où ils pourront se réinstaller et suivre d'autres voies légales<sup>84</sup>. En plus de ces évacuations via les MTU, le HCR procède également à des évacuations humanitaires directement de la Libye vers des pays tiers tels que l'Italie<sup>85</sup> et à des réinstallations dans des pays tiers<sup>86</sup>. Seulement, ces activités se limitent à un nombre limité de personnes ayant besoin d'une protection internationale en Libye<sup>87</sup>. Le HCR et l'OIM ont été contraints de suspendre temporairement les départs depuis la Libye, du 17 mars 2020 au 18 juin 2020, en raison de la pandémie de la COVID-19 et des restrictions aux voyages qui en découlent<sup>88</sup>.
18. En 2020, une augmentation du nombre des expulsions par voie terrestre de l'est et du sud de la Libye, principalement vers l'Égypte, le Soudan, le Niger et le Tchad, a été signalée et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé son inquiétude concernant « *l'expulsion d'au moins 1 400 migrants de l'est de la Libye vers le Tchad, le Niger, la Somalie et le Soudan* » entre janvier et avril 2020<sup>89</sup>.

*the Protection Gap for Refugees and Migrants in the Mediterranean*, 30 juin 2019, <https://bit.ly/3cJi5N5>, p. 21, voir aussi pp. 15, 20, 24, 51. Voir aussi Il Metropolitanano (en italien), *Guardia Costiera, Soccorso Gommone quasi Affondando con a Bordo 84 Persone in Area SAR*, 29 juillet 2020, <https://bit.ly/3iTeYQY>; SOS Méditerranée, *Amidst EU Agreement to Avoid Boats in Distress, Ocean Viking Rescues 274 People off Libya*, 20 février 2020, <https://bit.ly/3bHpWcv>.

<sup>82</sup> OIM, *More than 50,000 Migrants Benefited from Voluntary Humanitarian Return Assistance from Libya since 2015*, 27 février 2020, <https://bit.ly/2LFFQQH>.

<sup>83</sup> Au 30 juillet 2020, plus de 5 700 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables avaient quitté la Libye depuis 2017, dont 297 en 2020. Il s'agit notamment de 3 514 personnes qui sont parties dans le cadre du MTU vers le Niger (3 208 personnes) et le Rwanda (306 personnes), de 808 évacuations humanitaires vers l'Italie et de 1 385 départs pour réinstallation; Information HCR, août 2020. Voir aussi, HCR, *UNHCR Update: Libya*, 30 juillet 2020, <https://bit.ly/3fkLdKR>, P. 1.

<sup>84</sup> En fin 2018, le HCR et le ministère libyen de l'Intérieur ont ouvert un nouveau centre de rassemblement et de départ (GDF) comme site de transit pour accueillir les réfugiés sélectionnés pour une solution hors de Libye, en attendant leur évacuation. Cependant, à partir de juillet 2019, le GDF, sous la juridiction du Ministère de l'Intérieur de la GNA, a cessé de fonctionner comme centre de transit après avoir connu une grave surpopulation lorsque 900 personnes se sont rendues de leur propre chef au GDF dans l'espoir d'être évacuées de Libye. En janvier 2020, le HCR a suspendu les opérations au GDF, craignant qu'il ne devienne une cible militaire. Le HCR a déplacé et réinstallé des dizaines de réfugiés en situation de grande vulnérabilité déjà identifiés pour la réinstallation ou l'évacuation vers des pays tiers, dans des endroits plus sûrs, tandis que des centaines d'autres ont été déplacés vers les zones urbaines. Entre novembre 2017 et décembre 2019, le HCR a évacué 3 208 personnes de la Libye vers le Niger. Les pays suivants ont confirmé leurs promesses pour le Niger : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Italie, le Luxembourg, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Au 1er juin 2020, 2 454 réfugiés évacués ont quitté le Niger pour des pays de réinstallation. En raison de la COVID-19, les vols vers les pays de réinstallation sont suspendus depuis mars 2020; HCR, *Emergency Transit Mechanism: Factsheet June 2020*, 12 juin 2020, <https://bit.ly/3keBmdx>; HCR, *Le HCR va suspendre ses activités au GDF à Tripoli du fait de l'insécurité*, 30 janvier 2020, <https://bit.ly/2LDRchA>. Le HCR a reçu au total 800 promesses de réinstallation de réfugiés par le biais du MTU du Rwanda, notamment de la Norvège, du Canada, de France et de Suède. Le 2 mars 2020, 39 personnes évacuées avaient été réinstallées et 268 restaient dans le centre du MTU au Rwanda; HCR, *Rwanda: The First Large Group of Refugees Evacuated from Libya Resettled to Sweden*, 2 mars 2020, <https://bit.ly/367i5E6>. Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 11 mai 2020, le HCR a évacué de Libye 128 personnes relevant de sa compétence; Information HCR, août 2020.

<sup>85</sup> En 2019, 393 réfugiés au total ont été évacués vers l'Italie; Information HCR, août 2020.

<sup>86</sup> Entre janvier et le 24 juillet 2020, le HCR a réinstallé 169 réfugiés en provenance de Libye; HCR, *UNHCR Update: Libya*, 24 juillet 2020, <https://bit.ly/33obXYS>, p. 2.

<sup>87</sup> Resettlement places are available "for a tiny minority of refugees in Libya" (*Des lieux de réinstallation sont disponibles « pour une infime minorité de réfugiés en Libye »*); HCR, *Along with a Sharp Escalation in Fighting in the Past Month, the Country Has also Recorded Its First Confirmed Cases of COVID-19*, 15 mai 2020, <https://bit.ly/3gFIPjW>. Voir aussi MSF, *Trading in Suffering: Detention, Exploitation and Abuse in Libya*, 23 décembre 2019, <https://bit.ly/2YXoJuP>.

<sup>88</sup> Au moment de la rédaction du présent document, les départs sont toujours suspendus; Information HCR, août 2020. Voir aussi, HCR, *Joint Statement: UN Refugee Chief Grandi and IOM's Vitorino Announce Resumption of Resettlement Travel for Refugees*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/3fUthae>; HCR / OIM, *IOM, UNHCR Announce Temporary Suspension of Resettlement Travel for Refugees*, 17 mars 2020, <https://bit.ly/2TUkFll>. Voir aussi MSF, *Deteriorating Situation for Vulnerable People Trapped in Libya Risks Becoming a Humanitarian Catastrophe*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/3ibO6QQ>.

<sup>89</sup> HCDH, *Oral update of the United Nations High Commissioner for Human Rights on Libya pursuant to Human Rights Council resolution 40/27*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/31oqu5g>. "We are concerned about the expulsions of at least 1,400 migrants and refugees this year from eastern Libya in

## Situation humanitaire

19. Le conflit actuel et l'impasse politique ont provoqué une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans tous les secteurs en Libye<sup>90</sup>. Des maisons, hôpitaux, écoles, systèmes d'eau et d'électricité et autres infrastructures vitales ont été détruits<sup>91</sup>.
20. En juin 2020, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance et d'une protection humanitaires vitales était estimé à 1 million, dont 400 000 Libyens déplacés internes et 654 000 demandeurs d'asile, réfugiés et migrants<sup>92</sup>. Cette augmentation est due aux effets économiques liés à la pandémie de la Covid-19<sup>93</sup>.
21. Les zones de conflit ainsi que les zones dans lesquelles les perspectives économiques et les possibilités d'existence ont été désorganisées et détériorées, et qui voient arriver un grand nombre de rapatriés, de PDI, de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile, sont parmi celles qui ont les

*violation of Libya's international human rights law obligations on non-refoulement and collective expulsions, and the risk that more may soon be forcibly deported* (L'expulsion d'au moins 1 400 migrants et réfugiés de l'est de la Libye cette année, au mépris des obligations de la Libye en matière de droit international des droits de l'homme concernant le non-refoulement et les expulsions collectives, nous préoccupent, ainsi que le risque de voir d'autres personnes déplacées sous peu); HCDH, *Press Briefing Note on Libya*, 28 avril 2020, <https://bit.ly/2M1vgVb>. Au moins 145 personnes ont été expulsées en janvier par l'autorité de l'immigration basée à Benghazi. CGTN Africa, *145 Illegal Immigrants Deported from Eastern Libya*, 30 janvier 2020, <https://bit.ly/2FHM0YH>. La MMC a enregistré l'expulsion de plus de 2 940 ressortissants étrangers de 13 nationalités différentes, dont des Somaliens, des Éthiopiens et des Soudanais, entre janvier et juin 2020. Les déplacements de Soudanais par le poste-frontière non officiel de Karb Eltoum avec le Soudan se seraient intensifiés entre avril et juin 2020; MMC, *Quarterly Mixed Migration Update North Africa, Quarter 2, 2020: North Africa*, 21 juillet 2020, <https://bit.ly/2Xq2b4r>, pp. 3, 4, 7. Voir aussi OIM, *IOM Libya: Monthly Update - April 2020*, 6 mai 2020, <https://bit.ly/2AyOk3o>.

<sup>90</sup> "The humanitarian situation has deteriorated to levels never previously witnessed in Libya" (La situation s'est détériorée comme jamais auparavant en Libye); MANUL, *One Year of Destructive War in Libya, UNSMIL Renews Calls for Immediate Cessation of Hostilities and Unity to Combat COVID-19*, 4 avril 2020, <https://bit.ly/2XJQ1dT>. "Protracted political and economic instability, which has severely impacted governance structures, has resulted in a significant deterioration in basic services provision. With each passing year, people's well-being and living standards have been eroded, with the most vulnerable increasingly relying on negative coping strategies" (L'instabilité politique et économique prolongée, qui a gravement affecté les structures de gouvernance, a entraîné une détérioration importante de l'accès aux services de base. Au fil des ans, le bien-être et le niveau de vie des populations se sont dégradés, les plus vulnérables recourant de plus en plus à de mauvaises stratégies d'adaptation); OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 4. Voir aussi OCHA et al., *Déclaration commune sur la Libye*, 13 mai 2020, <https://www.unicef.fr/article/covid-19-declaration-commune-sur-la-libye>; InfoMigrants, *Libyan Humanitarian Crisis Worsening*, UNHCR, 6 avril 2020, <https://bit.ly/2XdUA8p>.

<sup>91</sup> Clingendael Institute, *Tripoli's Electricity Crisis and Its Politicization*, avril 2020, <https://bit.ly/30Q7F19>; MANUL, *One Year of Destructive War in Libya, UNSMIL Renews Calls for Immediate Cessation of Hostilities and Unity to Combat COVID-19*, 4 avril 2020, <https://bit.ly/2XJQ1dT>; Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (UNICEF), *Libya: 'Dire and Untenable' Situation for Tens of Thousands of Children in Unrelenting Conflict*, 17 janvier 2020, <https://shar.es/aHBSNR>.

<sup>92</sup> Conseil des droits de l'homme, *Human Rights Council Holds Interactive Dialogue on the Situation of Human Rights in Libya*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/2YFtPeP>. Ce nombre est supérieur aux 897 000 personnes qui, selon les estimations, ont besoin d'une aide humanitaire, comme indiqué dans l'Aperçu des besoins humanitaires 2020; Needs Overview; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 8, 16.

<sup>93</sup> "The continued socioeconomic impacts of COVID-19, along with the protracted crisis and its associated impacts on deteriorating public services, continued to stretch the most vulnerable people's coping capacities, particularly the more than 1 million people estimated to be in need of humanitarian assistance in 2020" (Les impacts socio-économiques durables de la COVID-19, conjugués à la crise prolongée et à ses conséquences sur la détérioration des services publics, ont continué à mettre à rude épreuve les capacités d'adaptation des personnes les plus vulnérables, en particulier le million de personnes qui, selon les estimations, auront besoin d'une aide humanitaire en 2020); BCHA, *Libya: July Humanitarian Bulletin*, 14 août 2020, <https://bit.ly/33ZFq4a>, p. 3. Une évaluation réalisée par l'OIM en juin 2020 a montré que « 29 % des migrants interrogés en juin 2020 ont déclaré être au chômage, ce qui représente une augmentation considérable par rapport à 17 % en février 2020. » Par ailleurs, « dans 93 % des lieux évalués, les migrants qui vivent au jour le jour seraient affectés négativement par le ralentissement des activités économiques induit par la Covid-19 »; OIM, *Libya: COVID-19 Mobility Tracking 3*, 30 juillet 2020, <https://bit.ly/3kax2f1>, p. 1. "The combination of curfews and high food prices has resulted in most refugees and migrants in Libya being unable to find the daily work necessary to support themselves and meet their food needs" (Les couvre-feux et les prix élevés des denrées alimentaires ne permettent pas à la plupart des réfugiés et des migrants en Libye de trouver le travail journalier qui leur permettrait de subvenir à leurs besoins alimentaires); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Libya Revised Humanitarian Response Coronavirus Disease 2019 (COVID-19) May - December 2020*, 16 juillet 2020, <https://bit.ly/2XntRH0>, p. 2. "Most refugees and asylum seekers in Libya have been unable to find any daily work to support themselves as curfews have been introduced and food prices and the cost of basic goods have dramatically risen. The cost of a minimum expenditure food basket that would meet basic needs has increased by 24 percent since March [2020]. Many refugees say that they are only able to afford to eat one meal a day" (La plupart des réfugiés et des demandeurs d'asile en Libye ne parviennent pas à trouver un travail quotidien pour subvenir à leurs besoins en raison des couvre-feux instaurés et de la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires et des produits de base. Le coût d'un panier alimentaire à dépenses minimales qui permettrait de satisfaire les besoins de base a augmenté de 24 % depuis mars [2020]. Plusieurs réfugiés déclarent qu'ils ne peuvent se permettre qu'un seul repas par jour); HCR / Programme d'alimentation mondiale (PAM) UNHCR, *WFP Join Forces to Reach Thousands of Refugees and Asylum Seekers in Libya with Emergency Food Aid*, 16 juin 2020, <https://bit.ly/2A8YKqm>. Voir aussi PAM, *WFP Libya COVID-19 Response June 2020*, 28 juin 2020, <https://bit.ly/31VrT3T>. Les migrants et les réfugiés en zone urbaine vivent souvent de travail temporaire et sont donc extrêmement vulnérables au chômage; HCR, *UNHCR Update: Libya*, 8 mai 2020, <https://bit.ly/3dbWkVj>; OIM Libye, *Monthly Update*, avril 2020, <https://bit.ly/3cmZuEn>.

besoins les plus urgents dans de multiples secteurs<sup>94</sup>. Les contraintes bureaucratiques et l'instabilité de la situation sécuritaire et politique entravent l'accès durable à l'aide humanitaire<sup>95</sup>, si bien que les besoins urgents des communautés les plus vulnérables, en particulier les PDI, demandeurs d'asile, réfugiés et migrants, ne sont pas satisfaits<sup>96</sup>.

22. **Moyens de subsistance** : En 2019, le conflit, notamment les combats autour de Tripoli, a fait chuter le produit intérieur brut (PIB) de deux tiers, provoquant une augmentation spectaculaire de la dette du pays<sup>97</sup>. La situation économique globale continuerait à se détériorer en raison d'une crise de liquidité prolongée, de l'insécurité et de la hausse persistante du coût de la vie<sup>98</sup>. Les conditions de vie se détériorent en raison de « l'instabilité prolongée, de l'escalade continue des conflits et de la faiblesse des structures de gouvernance »<sup>99</sup>. Les demandeurs d'asile ont également des difficultés à trouver un emploi<sup>100</sup>. Selon les rapports, les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants sont de plus en plus

<sup>94</sup> "While IDPs continued to face hardship and a wide array of protection needs stemming from conflict dynamics, migrants, asylum seekers and refugees in urban settings were even more exposed to risks due to their lack of a social safety network, their reliance on humanitarian support for essentials and basic services, their exposure to risks related to exploitation and abuse, as well as social discrimination they face and linguistic barriers they encounter" (Même si les personnes déplacées continuent de faire face à des difficultés et à de nombreux besoins de protection liés à la dynamique des conflits, les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés en milieu urbain sont encore plus exposés aux risques en raison de leur absence de réseau de protection sociale, de leur dépendance à l'égard du soutien humanitaire pour les services essentiels et de base, de leur exposition aux risques liés à l'exploitation et aux abus, ainsi que de la discrimination sociale à laquelle ils sont confrontés et des barrières linguistiques qu'ils rencontrent) ; BCAH, Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020), 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 9. "Of the total number of people in need, nearly 50 per cent are concentrated in four mantikas [administrative areas] — Tripoli, Ejdabia, Misrata and Benghazi. Migrants and refugees remain among the most vulnerable and at-risk groups in Libya and constitute the largest portion of people in need, at 36 per cent. Nearly two thirds of the total IDP population are in need and, unable to afford rent, live in sub-standard shelters, and cannot afford or access basic services. An estimated 74,000 people who have returned to their place of origin, are in need of humanitarian assistance, with the largest number in Ejdabia, Tripoli and Zwara" (De l'ensemble des personnes dans le besoin, près de 50 % sont concentrées dans quatre mantikas [zones administratives] : Tripoli, Ejdabia, Misrata et Benghazi. Les migrants et les réfugiés restent parmi les groupes les plus vulnérables et à risque en Libye et constituent la majeure partie des personnes dans le besoin, soit 36 %. Près des deux tiers de la population totale des personnes déplacées sont dans le besoin et, ne pouvant payer un loyer, vivent dans des logements insalubres et n'ont pas les moyens ou l'accès aux services de base. On estime à 74 000 le nombre de personnes qui sont retournées dans leur lieu d'origine et qui ont besoin d'une aide humanitaire, la majorité se trouvant à Ejdabia, Tripoli et Zwara) ; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 6. Voir aussi VOA, Shelling Kills 2 at Tripoli Displaced People Shelter, Officials Say, 16 mai 2020, <https://bit.ly/2WHJ5GY> ; Al Jazeera, Timeline: Haftar's Months-Long Offensive to Seize Tripoli, 19 février 2020, <https://bit.ly/2LCAaAu> ; UN News, UN Libya Mission Strongly Condemns Bombing of Military Academy, At Least 30 Dead, 5 janvier 2020, <https://shar.es/aHSK9N>.

<sup>95</sup> "Humanitarian access remains a persistent challenge across the country, compounded by COVID-19 restriction measures" (Le problème de l'accès humanitaire persiste dans tout le pays et les mesures de restriction de COVID-19 viennent encore aggraver la situation) ; BCAH, Libya : July Humanitarian Bulletin, 14 août 2020, <https://bit.ly/33ZFq4a>, p. 1. Voir aussi BCAH, Libya : Humanitarian Access Report (May 2020), 13 juillet 2020, <https://bit.ly/3keHpc1J>, pp. 1-2 ; BCAH, 2020 Libya Humanitarian Response Plan, 16 février 2020, <https://bit.ly/36jeOBB>, p. 21.

<sup>96</sup> "An estimate of 897,000 people are considered to be in need of humanitarian assistance in Libya in 2020. This reflects the most vulnerable people that have been identified as having the most severe needs (severe, catastrophic and extreme). Those in need of humanitarian assistance include internally displaced persons, returnees, non-displaced conflict-affected people, refugees and migrants" (On estime à 897 000 le nombre de personnes qui auront besoin d'une aide humanitaire en Libye en 2020. Ce chiffre représente les personnes les plus vulnérables dont les besoins sont les plus importants (graves, catastrophiques et extrêmes). Parmi les personnes ayant besoin d'une aide humanitaire figurent les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les rapatriés, les personnes non déplacées touchées par le conflit, les réfugiés et les migrants) ; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 3. Voir aussi HCR, Libya : Humanitarian Crisis Worsening amid Deepening Conflict and COVID-19 Threat, 3 avril 2020, <https://bit.ly/2Zg8Pfh> ; Conseil de sécurité de l'ONU, Mission d'appui des Nations Unies en Libye : Rapport du Secrétaire général, 15 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024177/S\\_2020\\_41\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024177/S_2020_41_E.pdf), Paras 72-74, 78-81, 83.

<sup>97</sup> "(...) real GDP growth reached an average of 21% during 2017-18, but slowed down sharply to 2.5% in 2019 [as a result of the outbreak of conflict in Tripoli in April 2019], and is expected to be negative in 2020" ((...) le taux de croissance du PIB réel a atteint une moyenne de 21 % en 2017-18, mais a fortement ralenti pour atteindre 2,5 % en 2019 [à la suite du déclenchement du conflit à Tripoli en avril 2019], et devrait être négatif en 2020) ; Banque mondiale, Libya's Economic Update: April 2020, 16 avril 2020, <https://bit.ly/2ZPxSl> ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Mission d'appui des Nations Unies en Libye : Rapport du Secrétaire général, 15 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024177/S\\_2020\\_41\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024177/S_2020_41_E.pdf), Paras. 38.

<sup>98</sup> War on the Rocks, As Conflict Escalates in Libya, the Economy Veers Towards Crisis, 19 mai 2020, <https://bit.ly/2LLqURc> ; Banque mondiale, Libya's Economic Update: April 2020, 16 avril 2020, <https://bit.ly/2ZPxSl> ; MANUL, UNSMIL Convenes Meeting of Libyan Economic Experts to Discuss Establishment of an Experts Commission to Unify Financial and Economic Policy and Institutions, 7 janvier 2020, <https://bit.ly/3e0YesU>. Un blocus pétrolier qui a commencé en janvier 2020 avait coûté à la Libye plus de quatre milliards de dollars en mai 2020, aggravant une situation économique déjà précaire ; MANUL, Acting SRSG Stephanie Williams Briefing to the Security Council, 19 May 2020, <https://bit.ly/2LHhLkS> ; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 24.

<sup>99</sup> BCAH, 2020 Libya Humanitarian Response Plan, 16 février 2020, <https://bit.ly/36jeOBB>, p. 21.

<sup>100</sup> "Migrants living in Libya are vulnerable to exploitation by state and non-state actors, including employers who refuse to pay laborers' wages" (Les migrants vivant en Libye sont exposés à l'exploitation par des acteurs étatiques et non étatiques, notamment les employeurs qui refusent de payer les salaires des travailleurs) ; US Department of State, 2020 Trafficking in Persons Report: Libya, 25 juin 2020, <http://www.ecoi.net/en/document/2036306.html>. "Most refugees in Libya live in urban areas, relying on daily labour to support themselves. But most



contraints de réduire les dépenses qu'ils consacrent à la nourriture, à l'éducation et à la santé<sup>101</sup>, ce qui oblige nombre d'entre eux à recourir à de mauvaises stratégies d'adaptation<sup>102</sup>. Leurs enfants, en particulier les garçons, sont concernés dans une mesure disproportionnée par les pires formes de travail des enfants<sup>103</sup>.

23. **Sécurité alimentaire** : En février 2020, 336 000 personnes auraient nécessité une aide alimentaire ; mais, en raison de l'insécurité et des impacts socio-économiques liés à la Covid-19, le PAM estime que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire est passé à 683 000, dont 209 000 sont des migrants et des réfugiés<sup>104</sup>. De mauvaises stratégies d'adaptation comme la diminution du nombre de repas quotidiens et la réduction de dépenses non liées à la nourriture, comme la santé ou l'éducation, seraient courantes<sup>105</sup>. En raison d'un accès limité aux ports et du blocage des routes, les importations de nourriture en Libye auraient diminué, ce qui a provoqué une forte hausse des prix des denrées alimentaires<sup>106</sup>. Les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants sont particulièrement vulnérables face à l'insécurité alimentaire<sup>107</sup>.

*of this work has dried up in the last few months because of tight restrictions on movement [related to COVID-19] (« La plupart des réfugiés en Libye vivent dans des zones urbaines et ont besoin d'un travail quotidien pour subvenir à leurs besoins. Mais ces derniers mois, ce type de travail se fait rare en raison des restrictions sévères imposées aux déplacements [liées à la COVID-19] ») ; HCR, Food Aid Offers Lifeline to Refugees under Curfew in Libya, 13 août 2020, <https://bit.ly/34ali5P>. "(...) restriction measures imposed to reduce the spread of COVID-19 has particularly affected migrants and refugees, many of who face increased discrimination, inability to access services due to fear of arrest or detention and have lost livelihood opportunities given their reliance on the informal sector and daily wage labour" (...) les mesures de restriction imposées en vue de réduire la propagation de la COVID-19 ont particulièrement touché les migrants et les réfugiés, dont beaucoup sont confrontés à une discrimination grandissante, ne peuvent accéder aux services par crainte d'être arrêtés ou détenus et ont perdu leurs moyens de subsistance en raison de leur dépendance à l'égard du secteur informel et du salaire journalier) ; BCAH, Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020), 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 5. Voir aussi REACH, Protection Monitoring During COVID-19 Crisis: Libya, 27 juin 2020, <https://bit.ly/2VUwoYI>, pp. 3-4 ; Reuters, Coronavirus Narrows Options for Migrants Buffeted by Libya's War, 8 mai 2020, <https://reut.rs/3d9GFqF>.*

<sup>101</sup> HCR, Conflict and Pandemic Drive more People to Risk Deadly Sea Route from Libya, 15 mai 2020, <https://bit.ly/3gupBxo> ; HCR, UNHCR Update: Libya, 8 mai 2020, <https://bit.ly/3dbWKvJ> ; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 24 ; OIM / PAM, Hunger, Displacement and Migration, novembre 2019, <https://bit.ly/3bPEsvU>, pp. 3, 24-25.

<sup>102</sup> OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 5.

<sup>103</sup> "(...) arbitrary detention and child labor disproportionately affect migrant and refugee children due to the lack of legal status and civil documentation. (...) child labour among refugee and migrant children is common, particularly in the south where 79 per cent of respondents reported encountering refugee or migrant children working in their baladiya [municipality] in the past year, compared to 54 per cent of respondents in the west and 32 per cent in the east" "(...) la détention arbitraire et le travail des enfants touchent de manière disproportionnée les enfants migrants et réfugiés en raison de l'absence de statut juridique et de documents d'état civil. (...) le travail des enfants réfugiés et migrants est courant, en particulier dans le sud où 79 % des personnes interrogées ont déclaré avoir rencontré des enfants réfugiés ou migrants travaillant dans leur baladiya [municipalité] au cours de l'année écoulée, contre 54 % des personnes interrogées dans l'ouest et 32 % dans l'est) ; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 17, 24.

<sup>104</sup> BCAH, Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020), 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 8. En 2020, le PAM a prévu de fournir une aide alimentaire à 182 000 personnes. Les personnes considérées comme les plus menacées par l'insécurité alimentaire sont les personnes déplacées internes, les rapatriés et les réfugiés, et en particulier les ménages dirigés par des femmes au chômage ; PAM, WFP Libya Country Brief: June 2020, 27 juillet 2020, <https://bit.ly/2XnnSIO>.

<sup>105</sup> BCAH, Libya: COVID-19 – Situation Report No. 7, 22 juin 2020, <https://bit.ly/3ebFV3Y>, pp. 1, 2 ; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 15.

<sup>106</sup> Les prix de nombreux produits alimentaires de base (par exemple, le riz et la farine de blé) ont connu une hausse significative au cours des dernières années. Le combustible pour la cuisson des aliments coûtait 350 % plus cher en mars 2020 qu'en janvier 2019 ; Cluster Sécurité alimentaire, Food Security Situation: Libya, mars 2020, <https://bit.ly/2ThZCQ4>. Les prix ont de nouveau augmenté au début des restrictions liées à la pandémie de la COVID-19. Malgré l'amélioration de la situation par la suite, les prix sont restés élevés et de nombreux ménages ont été contraints d'adopter des mauvaises stratégies pour pouvoir se nourrir : BCAH, Libya: COVID-19 – Situation Report No. 7, 22 juin 2020, <https://bit.ly/3ebFV3Y>, pp. 1-2. "Many refugees say that they are only able to afford to eat one basic meal a day, with fruit, vegetables and meat considered luxuries" (De nombreux réfugiés affirment ne pouvoir se permettre qu'un seul repas de base par jour et considèrent les fruits, les légumes et la viande comme un luxe) ; HCR, Food Aid Offers Lifeline to Refugees under Curfew in Libya, 13 août 2020, <https://bit.ly/3hdYqao>. Voir aussi PAM, WFP Libya Country Brief, mars 2020, <https://bit.ly/2zU96Kw> ; REACH, Libya COVID-19 Rapid Market Assessment, 9 avril 2020, <https://bit.ly/3g3ooNp>. Le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général des Nations Unies en Libye a déclaré que les populations étaient confrontées à « une chute de leurs revenus, des pénuries alimentaires et des flambées des prix, y compris des perturbations de la chaîne d'approvisionnement » ; MANUL, Acting SRSG Stephanie Williams Briefing to the Security Council, 19 mai 2020, <https://bit.ly/2LhLkS>. En août 2020, les prix ont commencé à se stabiliser : « Dans toute la Libye, les prix des denrées alimentaires et des produits de base essentiels ont continué à baisser en juillet, mais sont restés de 8 % plus élevés aux prix d'avant la COVID-19 (...) Les réductions ont été largement motivées par une baisse de 43 % des prix des carburants non officiels et une augmentation du nombre de vendeurs de carburants officiels » ; BCAH, Libya: Humanitarian Bulletin, 14 août 2020, <https://bit.ly/2YdWEOZ>, p. 3. Voir aussi REACH, Libya Libya Joint Market Monitoring Initiative (JMMI): 1-9 July, 5 août 2020, <https://bit.ly/3kSmtxz>, p. 1.

<sup>107</sup> C'est la pandémie COVID-19 qui a aggravé la situation en provoquant une flambée des prix des denrées alimentaires et la perte d'emploi de nombreux réfugiés et migrants, les rendant ainsi plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Selon une évaluation de l'OIM réalisée en juin 2020,

24. **Santé** : Le système de santé se serait détérioré au point d'être au bord de l'effondrement<sup>108</sup>. Un certain nombre d'infrastructures de santé ont été fermées, particulièrement dans les zones de conflit<sup>109</sup>. Il a été rapporté que le personnel médical ainsi que les infrastructures sont victimes d'attaques, ce qui perturbe leur travail<sup>110</sup>. Alors que les besoins médicaux, notamment du fait des blessures liées au conflit, continueraient d'augmenter<sup>111</sup>, l'on observe une pénurie de médicaments, de fournitures et d'équipements médicaux, ainsi qu'un manque critique de personnel spécialisé et qualifié<sup>112</sup>. Les femmes enceintes et les personnes atteintes de maladies chroniques, handicapées et présentant des problèmes de santé mentale sont particulièrement vulnérables compte tenu de la capacité limitée des services de santé<sup>113</sup>. L'accès aux services de santé pour les demandeurs d'asile, réfugiés et migrants reste très limité<sup>114</sup>. Il a également été rapporté que plusieurs demandeurs d'asile souffrent de détresse

39 % des migrants interrogés risquaient de connaître l'insécurité alimentaire ; OIM, *Libya: COVID-19 Mobility Tracking 3*, 30 juillet 2020, <https://bit.ly/3kax2f1>, p. 1. Voir aussi FAO *GIEWS Country Brief: Libya*, 13 mai 2020, <https://bit.ly/3oT5Lo> ; HCR, *UNHCR Update: Libya*, 8 mai 2020, <https://bit.ly/3dbWKvJ>. Bien avant la pandémie de COVID-19, de nombreux migrants et réfugiés avaient déjà des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens. Plus de la moitié des migrants et des réfugiés interrogés par le PAM de janvier 2019 à mai 2019 « ont fait part de leur souci à avoir suffisamment à manger. Pour pallier le manque de nourriture, plus du quart des personnes interrogées ont passé une journée entière sans manger et 15 % ont sauté des repas dans les 30 jours précédant l'enquête » ; WFP, *The Migration Pulse: Understanding the Needs and Food Security Situation of Migrants in Libya*, juillet 2019, <https://bit.ly/2Xzp8kY>. Voir aussi Barilla Center, *Migration and the Libyan Hunger Trap*, 21 novembre 2019, <https://bit.ly/2X7zQQE>.

<sup>108</sup> Selon Elizabeth Hoff, chef de mission pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Libye, « C'est un système de santé qui était au bord de l'effondrement avant même l'apparition du coronavirus » ; The Africa Report, *Coronavirus in War-Torn Libya Fuels Worst-Case Scenario Fears*, 27 mars 2020, <https://bit.ly/2TDxXjx>. Voir aussi Health Cluster Libya, *Impact of COVID-19 Prevention Measures on Humanitarian Operations for Health Sector in Libya*, 23 avril 2020, <https://bit.ly/2zR66OQ>, pp. 3-4 ; VOA, *Libya War Escalates as Health Care System Crumbles*, 7 avril 2020, <https://bit.ly/2LKSJTe>. En 2019, une évaluation a été faite : « Plus de 22 % des centres de soins de santé ont été fermés, et parmi ceux qui sont encore ouverts, 26 % n'offrent aucun service vital essentiel et seulement 6 % fournissent tous les services vitaux » ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 10.

<sup>109</sup> « Up to 90 per cent of public health care services in some areas are closed or under resourced » (Jusqu'à 90 % des services de santé publique dans certaines régions sont fermés ou manquent de ressources) ; OCHA, *Libya: COVID-19: Situation Report No. 4*, 12 mai 2020, <https://bit.ly/2AKVMZn>, p. 2. « More than 22 per cent of public health care facilities are closed. In open facilities there are a lack of medicines, equipment and staff to provide critical services » (Plus de 22 % des établissements publics de soins de santé sont fermés. Dans les établissements ouverts, il y a un manque de médicaments, d'équipement et de personnel pour fournir des services essentiels) ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 13.

<sup>110</sup> « Between January and May [2020], there were 20 reported attacks on health infrastructure, killing six people and injuring 21 others. The attacks damaged 13 health centres, many of which temporarily suspended operations and transported patients to other facilities » (Entre janvier et mai [2020], 20 attaques contre des infrastructures de santé ont été signalées, faisant 6 morts et 21 blessés. Les attaques ont détruit 13 centres de santé, dont beaucoup ont temporairement suspendu leurs activités et transféré les patients vers d'autres établissements) ; BCAF, *Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020)*, 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 5. Voir aussi MANUL, *Civilian Casualties Report 1 April - 30 June 2020*, 29 juillet 2020, <https://bit.ly/33iCczP> ; OMS, *WHO Libya Biweekly Operational Update (1-15 May 2020)*, 17 mai 2020, <https://bit.ly/3bPfu9t> ; ONU, *Secretary-General Condemns Continued Attacks on Medical Facilities in Libya*, 7 avril 2020, [SG/SM/20037, https://bit.ly/36XhTrv](https://bit.ly/36XhTrv).

<sup>111</sup> Selon Willem de Jonge, chef des opérations pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Libye, « Traditionnellement, les blessés de guerre étaient envoyés à l'étranger pour y recevoir un traitement, des soins de santé adéquats, ce qui est bien sûr impossible aujourd'hui en raison des restrictions de voyage. Nous constatons donc non seulement une augmentation du nombre de blessés de guerre, en raison de l'intensification des combats, mais ces blessés doivent être soignés en Libye, ce qui met une fois de plus à rude épreuve le système de santé » ; Euronews, *Libya: Caught Between Bombs, Bullets and now COVID-19*, 16 avril 2020, <https://bit.ly/2X7f4AV>.

<sup>112</sup> « The ongoing conflict has severely impacted the country's health system and medical services, which have limited resources and face shortages of basic equipment and medicines. Many hospitals or health facilities, located in areas close to the conflict, have also been damaged or closed » (Le conflit actuel a eu de graves répercussions sur le système de santé et les services médicaux du pays, ceux-ci ayant des ressources limitées et étant confrontés à des pénuries d'équipements et de médicaments de base. De nombreux hôpitaux ou établissements de santé, situés dans des zones proches du conflit, ont également été touchés ou fermés) ; MANUL, *UNHCR Steps Up Help During Ramadan for Displaced Libyans, Refugees and Asylum Seekers, as War and Coronavirus Make Life Harsher*, 3 mai 2020, <https://bit.ly/3djJFkf>. voir aussi The New Humanitarian, *Libyan Doctors Battle on Two Dangerous Fronts: COVID-19 and War*, 10 juin 2020, <https://bit.ly/31TVzOM> ; Middle East Eye, *Coronavirus in Libya: The Doctor Battling War Wounds amid Outbreak*, 4 mai 2020, <https://bit.ly/2X77Fiu> ; Al Jazeera, *Libya: Coronavirus Outbreak Could Be 'Catastrophic' for Migrants*, 4 avril 2020, <https://bit.ly/2XdcwQq> ; OMS Libye, *Annual Report 2019*, 18 mars 2020, <https://bit.ly/2viZh8p>, pp. 7-8.

<sup>113</sup> « A health sector assessment conducted in October [2019] revealed a sharp increase during the reporting period in unmet health needs, for women and girls in particular » (Une évaluation du secteur de la santé réalisée en octobre [2019] a révélé une forte augmentation des besoins sanitaires non satisfaits au cours de la période de référence, notamment pour les femmes et les filles) ; Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général*, 5 mai 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S\\_2020\\_360\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S_2020_360_E.pdf), para. 79. Il n'existe « que deux hôpitaux publics spécialisés dans la santé mentale dans tout le pays. (...) Les services de santé de reproduction, maternelle et infantile ont été touchés de la même manière par le manque de personnel de santé spécialisé et de médicaments essentiels » ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 21.

<sup>114</sup> « Women and girls, especially refugees and asylum seekers, are facing challenges in accessing public health due to lack of documentation required by many public health facilities. » (Les femmes et les jeunes filles, notamment les réfugiées et les demandeuses d'asile, ont du mal à accéder à des services de santé publique en raison du manque de documents exigés par de nombreux établissements de santé publique) Et plus encore, « Not knowing where to go to get assistance continues to be the largest barrier to health care access for refugees and migrants in Libya. A survey by

psychologique et de traumatisme causés par les événements qu'ils ont vécus pendant leur voyage vers la Libye et leur séjour dans le pays (y compris en détention), et pendant la traversée en mer<sup>115</sup>.

25. **Logement** : Les logements et les infrastructures, particulièrement dans les zones côtières densément peuplées, ont été détruits à cause des vagues de conflits qui se sont succédées depuis 2011<sup>116</sup>. En conséquence, des milliers de personnes, des PDI pour la plupart, vivraient dans des conditions insalubres dans des immeubles endommagés et/ou inachevés<sup>117</sup>. Les demandeurs d'asile, réfugiés et migrants rencontreraient des difficultés particulières pour avoir un accès adéquat à un toit à cause du prix de location élevé et de leur situation irrégulière en Libye, et seraient en concurrence pour des logements abordables avec les PDI et d'autres populations libyennes vulnérables<sup>118</sup>.

*the Mixed Migration Centre highlighted that 38 per cent of the 936 migrants and refugees surveyed identified not knowing where to go as their largest barrier to access health services. Around 25 per cent of surveyed migrants and refugees highlighted fear of arrest and deportation as a barrier, followed by 24 per cent citing perceived stigma or discrimination against foreigners" (Ne pas savoir où aller constitue leur plus grand obstacle à l'accès aux soins de santé pour les réfugiés et les migrants en Libye. Une enquête du Centre de migration mixte a souligné que 38 % des 936 migrants et réfugiés interrogés ont indiqué que le fait de ne pas savoir où aller constituait leur plus grand obstacle à l'accès aux services de santé. Environ 25 % des migrants et réfugiés interrogés ont évoqué la peur de se faire arrêter et renvoyer dans leur pays d'origine, suivis par 24 % qui ont cité la stigmatisation ou la discrimination qu'ils perçoivent à l'égard des étrangers); BCAH, Libya: COVID-19 Situation Report No. 7, 22 juin 2020, <https://bit.ly/3eHjGnp>, p. 2. "Overall, 24 per cent of Libyans reported challenges in accessing health care. For Libyans, this was highest among IDPs at 29 per cent (compared to 25 per cent of non-displaced and 19 per cent of returnees) but is a far greater challenge for migrants and refugees, with 80 per cent reporting such difficulties" (emphases added) (Dans l'ensemble, 24 % des Libyens ont fait état de difficultés d'accès aux soins de santé. Pour les Libyens, ce pourcentage est le plus élevé parmi les personnes déplacées internes, soit 29 % (contre 25 % des personnes non déplacées et 19 % des rapatriés), mais il est beaucoup plus élevé pour les migrants et les réfugiés, 80 % d'entre eux ayant signalé de telles difficultés [soulignement ajouté]); OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 12, voir aussi pp. 5, 21-22, 24. La Covid-19 représente un nouveau défi pour les réfugiés et les migrants. Selon le CICR, les ressortissants de pays tiers « sont dans une situation difficile, il leur est plus difficile d'accéder aux soins de santé que les ressortissants libyens... ils devront se confiner et beaucoup d'entre eux ne pourront pas respecter les mesures de distanciation qui leur sont conseillées »; Euronews, Libya: Caught Between Bombs, Bullets and now COVID-19, 16 avril 2020, <https://bit.ly/2X7f4AV>. Voir aussi, OIM, Displacement Tracking Matrix (DTM), Libya's Migrant Report Round 30 (March - April 2020), 29 juin 2020, <https://bit.ly/2ZBhmYZ>, pp. 5, 7; Friedrich-Ebert-Stiftung, COVID-19 in Libya: The Virus Provides Cover for Escalation, 17 avril 2020, <https://bit.ly/2ZIHZ9A>.*

<sup>115</sup> "Refugee and migrant children, of whom 35 per cent are unaccompanied and separated children, are traumatized throughout their journey and stay in Libya, experiencing or witnessing abuse, killing, torture, and sexual exploitation" (Les enfants réfugiés et migrants, dont 35 % sont des enfants non accompagnés et séparés, sont traumatisés tout au long de leur voyage et de leur séjour en Libye, subissant ou étant témoins d'abus, de meurtres, de torture et d'exploitation sexuelle); OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 19. Voir aussi HCR, UNHCR Expresses Condolences over Tragic Death of Asylum-Seeker in Libya, Urges more Action Against Criminal Smuggling and Trafficking, 24 juillet 2020, <https://bit.ly/30oXiyD>; MSF, Libya: Man's Death in Detention Center Fire Underscores Urgency of Evacuating Refugees, 2 mars 2020, <https://bit.ly/3gDPQ4K>; HCR, The Challenge of Helping Child Refugees in Libya Overcome Trauma, 28 janvier 2020, <https://shar.es/aHBV0R>.

<sup>116</sup> UN News, UN Condemns Deadly Shelling on Civilian Areas of Libyan Capital, 9 mai 2020, <https://shar.es/aHFkji>; MANUL, One Year of Destructive War in Libya, UNSMIL Renews Calls for Immediate Cessation of Hostilities and Unity to Combat COVID-19, 4 avril 2020, <https://bit.ly/3cw8qbj>; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 11, 21.

<sup>117</sup> OIM, DTM Libya: IDP & Returnee Report, 5 avril 2020, <https://bit.ly/2Zhf1s1>; OCHA, Libya HNO 2020, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 11, 21. Le coût du logement a considérablement augmenté à Tripoli et ailleurs en raison du conflit et de la demande accrue due à l'arrivée des PDI : « Pour bon nombre de personnes, le conflit a détruit ou endommagé leurs maisons et beaucoup ont fui en raison de leur proximité par rapport aux lieux des affrontements, ce qui a eu un impact sur leurs conditions de vie. Avec l'augmentation de la demande liée à l'arrivée des PDI, cette situation a entraîné une pénurie de logements adéquats et une augmentation des coûts de location »; BCAH, Libya Situation Report, 29 April 2020, 29 avril 2020, <https://bit.ly/2BIE4GK>, p. 3. Voir aussi OIM, DTM Libya: Tripoli Update (09 January 2020), 9 janvier 2020, <https://bit.ly/2CjpiWx>, p. 1; Reuters, Property Prices Soar in Libya's Capital as Displaced Seek Housing, 13 novembre 2019, <https://reut.rs/2XhYD3t>.

<sup>118</sup> "(...) the increased number of IDPs has augmented the demand for safe shelter spaces, adding pressure on the availability and affordability of such spaces. As a result, rent prices rose to levels that many IDPs, migrants, refugees and low-income families were unable to afford, putting many people and families at risk of eviction" ( (...) L'augmentation du nombre de PDI a entraîné une augmentation de la demande de logements sûrs, mettant à mal la disponibilité et l'accessibilité financière de ces logements. En conséquence, le prix des loyers a augmenté à des niveaux que de nombreux PDI, migrants, réfugiés et familles à faible revenu ne pouvaient pas se permettre, exposant de nombreuses personnes et familles au risque d'expulsion); OCHA, Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020), 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 9. "UNHCR is particularly concerned at the growing lack of affordable housing and the rise in rental prices, as more displaced or secondarily displaced Libyans have been forced to leave their homes and are seeking new places to rent. This has particularly impacted refugees and asylum-seekers who are unable to find regular work. Refugees have told UNHCR that rental prices for single room accommodation has gone up as much as six-fold, while rental costs for houses had trebled. Many people are living in crowded, unfinished and unfurnished buildings or garage units, with as many as ten people sharing a single room" (Le HCR se montre particulièrement préoccupé par le manque croissant de logements abordables et par la hausse des prix des loyers, alors que de plus en plus de Libyens déplacés ou déplacés secondaires ont dû quitter leurs maisons et cherchent de nouvelles places à louer. Cette situation a particulièrement touché les réfugiés et les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas trouver de travail régulier. Les réfugiés ont déclaré au HCR que les prix de location des chambres simples ont été multipliés par six, tandis que les coûts de location des maisons ont triplé. De nombreuses personnes vivent dans des immeubles ou des garages surpeuplés, inachevés et non meublés, avec jusqu'à dix personnes partageant une seule pièce); HCR, Libya: Humanitarian Crisis Worsening amid Deepening Conflict and COVID-19 Threat, 3 avril 2020, <https://bit.ly/2Zg8Pff>. Le problème de la Covid-19 et la diminution du travail quotidien qui en résulte ont aggravé la situation : « Certains [réfugiés] sont menacés d'expulsion par leurs propriétaires, car ils sont en retard dans le paiement de leurs loyers »; HCR, UNHCR Steps Up Emergency Assistance in Libya as Continued Conflict and COVID-19 Create more Hardship, 15 mai 2020, <https://bit.ly/3glayAC>.

26. **Éducation** : Les écoles endommagées et/ou détruites représentent un obstacle à l'éducation<sup>119</sup>. Des cas d'enlèvements et d'autres attaques menées par des groupes armés contre les enfants, le personnel enseignant et les écoles ont été rapportés<sup>120</sup>. Les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants continuent de faire état de graves difficultés pour accéder à l'éducation en raison des exigences en matière de documentation, des barrières linguistiques, de l'inaccessibilité des services éducatifs et de la discrimination<sup>121</sup>.
27. **Eau, assainissement, gaz et électricité** : Les services publics auraient été désorganisés et les infrastructures se seraient détériorées, principalement dans les zones de conflit, avec des conséquences très lourdes sur l'accès à l'électricité, au gaz, aux services d'assainissement et à l'eau potable<sup>122</sup>. Le pays a également connu de graves pénuries d'eau en juillet 2019 et en avril 2020 à cause du conflit<sup>123</sup>. Les fréquentes coupures d'électricité resteraient un problème pour de nombreux foyers<sup>124</sup>.

<sup>119</sup> Alors que 97 % des enfants en âge scolaire sont inscrits à l'école, le conflit a causé la destruction de 44 écoles et en a endommagé 193 autres, tandis que 28 autres ont été fermées pour servir d'abris aux personnes déplacées ; Conseil de sécurité de l'ONU, *Mission d'appui des Nations Unies en Libye: Rapport du Secrétaire général*, 15 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024177/S\\_2020\\_41\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024177/S_2020_41_E.pdf), Paras. 80. Voir aussi BCAF, Conseil de sécurité de l'ONU, *Rapport du Secrétaire général*, 5 mai 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S\\_2020\\_360\\_E.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2029811/S_2020_360_E.pdf), Para. 28.

<sup>120</sup> "Since the start of the year [2020], at least 18 schools have been damaged as a result of the armed conflict, affecting around 15,890 children" (Depuis le début de l'année [2020], au moins 18 écoles ont été endommagées par le conflit armé, touchant environ 15 890 enfants) ; UNICEF, *UNICEF Libya Country Office Humanitarian Situation Report No. 2 April - June 2020*, 4 août 2020, <https://bit.ly/2Y6b5o0>, p. 2. Voir aussi BCAF, *Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020)*, 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 5; OCHA et al., *Joint Statement on Libya*, 13 mai 2020, <https://bit.ly/2LFH3Rx>.

<sup>121</sup> OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 11-13, 21-22, 24, 27. "Children from sub-Saharan Africa have particular difficulty with school access because of discrimination, language barriers and, in the case of girls, early marriage. In 2018, an estimated 62,000 school-age refugee and migrant children were registered in Libya, of whom about 53,000 needed support for education access. No unaccompanied and separated children interviewed by UNICEF had access to education (...). Education is not free for many of these children (...)" (Les enfants d'Afrique subsaharienne éprouvent particulièrement des difficultés à accéder à l'école en raison de la discrimination, des barrières linguistiques et, dans le cas des filles, du mariage précoce. En 2018, on estime que la Libye comptait 62 000 enfants réfugiés et migrants en âge scolaire, dont environ 53 000 avaient besoin d'un soutien pour avoir accès à l'éducation. Aucun enfant non accompagné et séparé ayant été interrogé par l'UNICEF n'avait accès à l'éducation (...). L'éducation n'est pas gratuite pour beaucoup de ces enfants (...)) ; UNESCO, *Global Education Monitoring Report: Arab States, 2019*, <https://bit.ly/370JhVC>. "Refugee and migrant children face discrimination and bullying, including in schools" (Les enfants réfugiés et migrants sont victimes de discrimination et d'intimidation, y compris à l'école). De plus, "(...) refugee and migrant children are far more likely to report no access to education, which is particularly acute in the south, where 59 per cent of respondents reported that their children did not have access to education" ((...) les enfants réfugiés et migrants sont beaucoup plus nombreux à déclarer ne pas avoir accès à l'éducation, ce qui est le cas en particulier dans le sud, où 59 % des personnes interrogées ont déclaré que leurs enfants n'avaient pas accès à l'éducation) ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), pp. 5, 24, voir aussi pp. 17, 19.

<sup>122</sup> "There has been an increase in attacks on water infrastructure, which on several occasions led to a lack of water for around 2 million people in the Tripoli and central areas, particularly in April and May. Electricity cuts are frequent and can continue for days or weeks, also affecting water supplies" (On a constaté une augmentation des attaques contre les infrastructures hydrauliques, ce qui a conduit à plusieurs reprises à une pénurie d'eau pour environ 2 millions de personnes à Tripoli et dans les zones centrales, notamment en avril et mai. Les coupures d'électricité sont fréquentes et peuvent durer des jours ou des semaines, ce qui affecte également l'approvisionnement en eau.) ; BCAF, *Libya 2020 Humanitarian Response Monitoring: Periodic Monitoring Report (Jan - May 2020)*, 4 août 2020, <https://bit.ly/3arTfAO>, p. 5. "Water and sanitation needs have increased in Libya due to the escalating security situation, lack of maintenance of facilities and continued deterioration in service delivery" (Les besoins en eau et en assainissement ont augmenté en Libye en raison de l'aggravation de la situation en matière de sécurité, du manque d'entretien des installations et de la détérioration continue des prestations de services) ; OCHA, *2020 Libya Humanitarian Response Plan*, 16 février 2020, <https://bit.ly/36jeOBB>, p. 55. Voir aussi UNICEF, *UNICEF Libya Country Office Humanitarian Situation Report No. 2 April - June 2020*, 4 août 2020, <https://bit.ly/2Y6b5o0>, p. 2 ; Clingendael Institute, *Tripoli's Electricity Crisis and Its Politicization*, avril 2020, <https://bit.ly/30Q7F19>, pp. 4-5 ; OCHA, *Libya HNO 2020*, 31 janvier 2020, [www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya\\_hno\\_2020-fullen\\_final.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2024282/libya_hno_2020-fullen_final.pdf), p. 13.

<sup>123</sup> Middle East Monitor, *Weaponising Water in Libya Despite Coronavirus Pandemic*, 30 avril 2020, <https://bit.ly/3cQj3a6> ; BCAF / MANUL, *Statement by Mr. Yacoub El Hillo, Humanitarian Coordinator for Libya, on the Disruption of Water and Electricity Supply*, 10 avril 2020, <https://bit.ly/3eEIZWH> ; Jeune Afrique, *Libye: La Guerre de l'Eau*, 12 novembre 2019, <https://bit.ly/3cPH4OK> ; DW, *Libya's Impending Drinking Water Crisis*, 3 juillet 2019, <https://bit.ly/3blZCiq> ; Reuters, *In Battle for Libya's Oil, Water Becomes a Casualty*, 2 juillet 2019, <https://reut.rs/2zUjXj>.

<sup>124</sup> UN News, *'Alarming' Military Build-Up Underway in Libya, as COVID-19 Heightens Insecurity*, 19 mai 2020, <https://bit.ly/2z7KFJw> ; BCAF, *Libya: Situation Report*, 29 avril 2020, <https://bit.ly/2LDbnfy>, p. 2.

## Besoins de protection internationale des ressortissants de pays tiers quittant la Libye ou la traversant

28. Parmi ceux qui ont été contraints de quitter la Libye, y compris par la mer, se trouvent des ressortissants de pays tiers reconnus réfugiés ou enregistrés en tant que demandeurs d'asile en Libye par le HCR, des ressortissants de pays tiers qui ont été enregistrés ou reconnus en tant que réfugiés dans d'autres pays où ils résidaient avant d'atteindre la Libye (par le HCR ou en vertu de procédures d'asile nationales), ainsi que des personnes ayant besoin d'une protection internationale et qui n'ont pas été enregistrés ou reconnus en tant que réfugiés ou demandeurs d'asile avant de quitter la Libye.
29. La situation dans laquelle un État exerce une autorité sur des personnes à la suite d'une interception ou d'un sauvetage en mer exige le respect du principe de non-refoulement. Le HCR appelle les États à s'abstenir de refouler vers la Libye tout ressortissant de pays tiers intercepté ou sauvé en mer et à s'assurer que ceux qui ont besoin d'une protection internationale peuvent avoir accès à des procédures d'asile justes et efficaces après leur débarquement<sup>125</sup>.
30. À leur arrivée dans un pays d'asile, les ressortissants de pays tiers recherchant une protection internationale, ou indiquant d'une autre manière qu'ils pourraient avoir besoin d'une telle protection, devraient être dirigés vers les procédures d'asile nationales<sup>126</sup>.

## La Libye en tant que pays d'asile

31. La Libye n'est pas signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni de son protocole et, bien qu'elle ait ratifié la Convention de l'OUA de 1969 relative aux réfugiés, elle ne dispose pas d'un système national d'asile opérationnel. Les personnes ayant besoin d'une protection internationale ne bénéficient pas des droits liés à l'asile, notamment le séjour légal, la non-pénalisation de l'entrée irrégulière, l'accès à des documents reconnus et aux droits fondamentaux, et la protection contre le refoulement. En outre, la marge de manœuvre du HCR pour exercer son mandat est limitée pour diverses raisons, notamment une situation sécuritaire qui entrave l'accès du HCR aux personnes relevant de sa compétence ; des politiques gouvernementales restrictives qui ne permettent qu'aux personnes de nationalités désignées de s'enregistrer auprès du HCR<sup>127</sup> ; et la capacité limitée des institutions libyennes à faire respecter l'État de droit et l'impunité qui prévaut pour les violations et les abus généralisés à l'encontre des demandeurs d'asile et des réfugiés<sup>128</sup>.

## Qualification de la Libye en tant que pays tiers sûr

32. Le HCR ne considère pas qu'il soit approprié que les États qualifient la Libye de « pays tiers sûr ». La qualification d'un pays en tant que pays tiers sûr peut avoir comme conséquence qu'une demande de protection internationale ne soit pas prise en compte sur le fond, mais déclarée non recevable, ou bien qu'elle soit traitée selon une procédure accélérée présentant des garanties procédurales réduites.

<sup>125</sup> Voir la résolution 2240 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU, qui autorise les États membres à inspecter les bateaux naviguant en haute mer au large des côtes libyennes, s'ils ont des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils sont utilisés pour le trafic de migrants ou la traite d'êtres humains en provenance de Libye, et à saisir des navires inspectés dont ils ont la confirmation qu'ils sont utilisés à ces fins. La résolution reconnaît « que parmi ces migrants peuvent se trouver des personnes qui répondent à la définition de réfugié au sens de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés » et exhorte les États à respecter les droits des migrants et « à s'acquitter des obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, selon qu'il convient » ; Conseil de sécurité de l'ONU, Résolution 2240 (2015), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7531<sup>e</sup> réunion, le 9 octobre 2015, 9 octobre 2015, S/RES/2240 (2015), <https://www.un.org/press/fr/2015/cs12072.doc.htm> Voir aussi HCR, *UNHCR Intervention Before the European Court of Human Rights in the Case of Hirsi and Others v. Italy*, mars 2010, Application No. 27765/09, [www.refworld.org/docid/4b97778d2.html](http://www.refworld.org/docid/4b97778d2.html).

<sup>126</sup> Selon les données d'Eurostat sur les taux de protection des nationalités concernées en 2019, on estime que 28 % de ceux qui ont quitté la Libye et sont arrivés en Europe entre janvier et mai 2020 auront probablement besoin d'une protection internationale. En outre, de nombreuses autres personnes utilisant cet itinéraire sont susceptibles d'avoir des besoins spécifiques en raison de leur expérience pendant le voyage, y compris en Libye, parce qu'elles ont été victimes de la traite, de violences sexuelles et sexistes, ou parce qu'elles sont des enfants non accompagnés qui peuvent avoir besoin d'une protection et d'une assistance temporaires ; HCR, *Arrivals to Europe from Libya: May 2020*, 31 mai 2020, <https://bit.ly/2Oel2ct>.

<sup>127</sup> Voir note de bas de page 25.

<sup>128</sup> Voir plus haut Section « Situation des ressortissants de pays tiers (y compris demandeurs d'asile, réfugiés et migrants) ».

Même avant les troubles et l'insécurité actuels, le HCR estimait que la Libye ne devait pas être considérée comme un pays tiers sûr, compte tenu de l'absence d'un système d'asile performant, des difficultés et des abus largement documentés auxquels les demandeurs d'asile et réfugiés sont en butte dans ce pays, de l'absence de protection contre de tels abus et contre le refoulement, et du manque de solutions durables<sup>129</sup>.

Le HCR appelle les États à ne pas traiter les demandes de protection internationale de ressortissants de pays tiers selon une procédure accélérée ni les déclarer irrecevables, au simple motif qu'ils auraient préalablement résidé en Libye ou qu'ils y auraient transité.

## Qualification de la Libye en tant que lieu de débarquement sûr après un sauvetage en mer

33. Dans le contexte des sauvetages en mer et conformément au droit maritime international, le débarquement doit se dérouler de manière prévisible, dans un lieu sûr et dans des conditions qui respectent les droits de l'homme de ceux qui sont sauvés, y compris dans le respect du principe de non-refoulement<sup>130</sup>. Lorsque des personnes sont sauvées en mer, notamment par des navires militaires ou commerciaux, « *le besoin d'éviter le débarquement dans des territoires où leurs vies et libertés (...) peuvent être menacées* » est pertinent pour déterminer ce qui constitue un endroit sûr<sup>131</sup>. Compte tenu de la situation sécuritaire instable d'une manière générale, et plus spécifiquement des risques de protection qui concernent les ressortissants de pays tiers (notamment la détention dans des conditions insalubres dans des centres de détention gérés par l'État, et les comptes rendus d'abus graves commis contre les demandeurs d'asile, réfugiés et migrants par divers acteurs, dont les milices, trafiquants et passeurs)<sup>132</sup>, le HCR ne considère pas que la Libye remplisse les critères lui permettant d'être qualifiée de lieu de débarquement sûr après un sauvetage en mer<sup>133</sup>.
34. Le HCR appelle donc les États à s'abstenir de refouler vers la Libye toute personne sauvée en mer et à s'assurer de leur débarquement dans les délais les plus courts en lieu sûr<sup>134</sup>. Le HCR rappelle que le

<sup>129</sup> HCR, *UNHCR Intervention Before the European Court of Human Rights in the Case of Hirsi and Others v. Italy*, mars 2010, Application No. 27765/09, [www.refworld.org/docid/4b97778d2.html](http://www.refworld.org/docid/4b97778d2.html). Voir aussi plus haut « *Situation des ressortissants de pays tiers (y compris demandeurs d'asile, réfugiés et migrants)* ».

<sup>130</sup> OMI, *Résolution MSC.155(78), Adoption d'amendements de la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes*, 1979, 20 mai 2004, Annexe 5, [www.refworld.org/docid/432acad44.html](http://www.refworld.org/docid/432acad44.html); OMI, *Resolution MSC.167(78), Guidelines on the Treatment of Persons Rescued at Sea*, 20 mai 2004, [www.refworld.org/docid/432acb464.html](http://www.refworld.org/docid/432acb464.html); OMI, *Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes*, 27 avril 1979, 1403 UNTS, Annexe, [www.refworld.org/docid/469224c82.html](http://www.refworld.org/docid/469224c82.html), para. 1.3.2. Voir aussi HCR/IOM, *Proposal for a Regional Cooperative Arrangement Ensuring Predictable Disembarkation and Subsequent Processing of Persons Rescued-at-Sea*, 27 juin 2018, <https://bit.ly/2Oi1UJX>, p. 2.

<sup>131</sup> OMI, *Resolution MSC.167(78), Guidelines on the Treatment of Persons Rescued at Sea*, 20 mai 2004, [www.refworld.org/docid/432acb464.html](http://www.refworld.org/docid/432acb464.html), para. 6.17. Voir aussi Conseil de l'Europe : Commissaire aux droits de l'homme, *Letter to Prime Minister of Malta*, 5 mai 2020, <https://bit.ly/3cJwqch>; HCR, UNHCR and IOM *Joint Statement: International Approach to Refugees and Migrants in Libya Must Change*, 11 juillet 2019, <https://bit.ly/3e2ULtj>.

<sup>132</sup> « (...) *Libya, which of course cannot be considered by any stretch of the imagination as a safe port for disembarkation. Many of those intercepted were returned to official and unofficial detention centres where they are routinely subjected to serious human rights violations and abuses. We are also concerned that parties to the conflict in Libya continue to store weapons and ammunition in close proximity to civilian locations, particularly detention centres where migrants and refugees are being detained* » (...) la Libye, qui ne peut de quelque manière que ce soit être considérée comme un port sûr pour le débarquement. Nombre des personnes interceptées ont été renvoyées dans des centres de détention officiels et non officiels où elles sont régulièrement soumises à de graves violations des droits de l'homme et à des abus. Nous sommes également préoccupés par le fait que les parties au conflit en Libye continuent de stocker des armes et des munitions à proximité de sites civils, en particulier dans les centres de détention où sont détenus les migrants et les réfugiés); HCDH, *Press Briefing on Libya*, 20 décembre 2019, <https://shar.es/aHBMGU>. Voir aussi HCDH, *Oral update of the United Nations High Commissioner for Human Rights on Libya pursuant to Human Rights Council resolution 40/27*, 18 juin 2020, <https://bit.ly/2ZDOG1e>; et paras 8-11 ci-dessus.

<sup>133</sup> Les obligations en matière de non-refoulement s'appliquent aussi aux ressortissants libyens et aux personnes ayant déjà résidé habituellement en Libye interceptés/sauvés en mer.

<sup>134</sup> « *UNHCR and IOM unequivocally reiterate that no one rescued at sea should be returned to Libya* » (Le HCR et l'OIM réaffirment sans équivoque que toute personne sauvée en mer ne doit pas être renvoyée en Libye); HCR, UNHCR, IOM, *Urge European States to Disembark Rescued Migrants and Refugees on Board the Captain Morgan Vessels*, 22 mai 2020, <https://bit.ly/2ZyQHNM>. « *Due to the ongoing conflict in Libya, as well as the routine detention of disembarked migrants and asylum-seekers, who often face overcrowded and unsanitary conditions, and other human rights concerns, UNHCR reiterates that no one should be returned to Libya after being rescued at sea* » (En raison du conflit actuel en Libye, ainsi que de la détention systématique des migrants débarqués et des demandeurs d'asile, qui sont souvent confrontés à des conditions de surpopulation et d'insalubrité, et d'autres préoccupations en matière de droits de l'homme, le HCR réaffirme que personne ne devrait être renvoyé en Libye après

principe de non-refoulement s'applique partout où l'État exerce une autorité, y compris où il exerce un contrôle efficace dans le cadre des opérations de recherche et de sauvetage en dehors de son territoire. Lorsque la coordination ou la participation d'un État à une opération de RAS, compte tenu de tous les faits pertinents, est susceptible de déterminer le cours des événements, le HCR estime que les obligations négatives et positives de l'État concerné en vertu du droit international des réfugiés et des droits de l'homme applicable, y compris le non-refoulement, sont susceptibles d'être engagées<sup>135</sup>.

HCR  
Septembre 2020

---

avoir été secouru en mer) ; HCR, *News Comment on Search and Rescue in the Central Mediterranean by Gillian Triggs, Assistant High Commissioner for Protection at UNHCR, the UN Refugee Agency*, 1 mai 2020, <https://bit.ly/2zb40cH>. Compte tenu des violations récurrentes des droits de l'homme à l'encontre des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants, le 8 mai 2020, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a appelé à un moratoire sur « toutes les interceptions et les retours en Libye » ; HCDH, *Press Briefing Note on Migrant Rescues in the Mediterranean*, 8 mai 2020, <https://bit.ly/3cCT7yA>.

<sup>135</sup> HCR, *Submission by the UNHCR in the case of S.S. and Others. v. Italy (Appl. No. 21660/18) before the European Court of Human Rights*, 14 novembre 2019, [www.refworld.org/docid/5dcebf54.html](http://www.refworld.org/docid/5dcebf54.html), para. 6.1, et paras 5.8-5.9. Voir aussi HCR, *General Legal Considerations: Search-and-Rescue Operations Involving Refugees and Migrants at Sea*, novembre 2017, [www.refworld.org/docid/5a2e9efd4.html](http://www.refworld.org/docid/5a2e9efd4.html).